



Budget supplémentaire des dépenses (C) 2014-2015

Pour l'exercice
se terminant
le 31 mars 2015

© Sa Majesté la Reine du Chef du Canada,
représentée par le président du Conseil du Trésor, 2015

Ce document est disponible en médias substitués sur demande.

Ce document est disponible sur le site Web du Conseil du Trésor à l'adresse suivante : <http://www.tbs-sct.gc.ca>.

Internet : <http://publications.gc.ca>

Nota : Pour ne pas alourdir le texte français, le masculin est utilisé pour désigner tant les hommes que les femmes.

Catalogue : BT31-2/3-2015F-PDF

ISSN : 2292-5066

(Numéro international normalisé des publications en série)

À moins d'indication contraire, l'information que renferme cette publication peut être reproduite, en tout ou en partie et par quelque moyen que ce soit, sans frais ou autre permission du Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada (SCT), pourvu qu'une diligence raisonnable soit exercée afin d'assurer l'exactitude de l'information reproduite, que le SCT soit mentionné comme l'organisation source, et que la reproduction ne soit présentée ni comme une version officielle ni comme une copie ayant été faite en collaboration avec le SCT ou avec son consentement.

Budget supplémentaire des dépenses (C) 2014-2015

Pour l'exercice
se terminant
le 31 mars 2015

BUDGET DES DÉPENSES 2014-2015

Budget supplémentaire des dépenses (C) 2014-2015

Introduction

Structure du présent budget supplémentaire des dépenses

Le présent budget supplémentaire des dépenses est composé de quatre sections distinctes :

1. Introduction au budget supplémentaire des dépenses;
2. Tableaux sommaires;
3. Détails par organisation;
4. Annexe.

Objectif et renseignements généraux

Chaque année, le gouvernement prépare un budget des dépenses pour demander au Parlement l'autorisation de dépenser des fonds publics. Cette demande d'autorisation de dépenser est présentée officiellement au moyen d'un projet de loi de crédits déposé au Parlement. Le budget principal des dépenses et les budgets supplémentaires des dépenses sont déposés à la Chambre des communes par le président du Conseil du Trésor, et ils appuient l'examen par le Parlement des projets de loi de crédits. Comme pour les autres projets de loi, les projets de loi de crédits deviennent des lois une fois qu'ils ont été approuvés par la Chambre des communes et le Sénat et qu'ils ont reçu la sanction royale.

Le budget supplémentaire des dépenses a pour objet de présenter au Parlement de l'information sur des dépenses nécessaires du gouvernement du Canada qui n'étaient pas suffisamment étoffées au moment du dépôt du budget principal des dépenses ou encore qui ont été peaufinées par la suite pour prendre en compte les changements apportés à des programmes ou à des services particuliers. Il présente également de l'information à l'intention du Parlement sur les transferts de fonds entre crédits, les radiations de dettes, les garanties de prêt, la création ou l'augmentation de subventions et les modifications au libellé de crédits qui seront ultérieurement approuvés au moyen d'un projet de loi de crédits.

Les documents du budget supplémentaire des dépenses sont déposés au Parlement avant le projet de loi de crédits connexe qui, une fois approuvé, accorde au gouvernement du Canada le pouvoir de dépenser les montants provenant du Trésor en vue de l'exécution de ses programmes et de la prestation de ses services. Ainsi, les divers comités permanents du Parlement ont le temps d'examiner les dépenses proposées avant la présentation du projet de loi de crédits.

Le budget supplémentaire des dépenses fournit aussi des renseignements à jour, à titre indicatif seulement, sur les modifications aux coûts prévus des postes législatifs. Ces dépenses étant déjà autorisées par une loi, elles ne figureront pas dans le projet de loi de crédits relatif au présent budget supplémentaire des dépenses, mais il est possible de les obtenir en ligne.

La pratique consiste à déposer un budget supplémentaire des dépenses pour chacune des trois périodes parlementaires d'octroi des crédits, lesquelles se terminent le 23 juin, le 10 décembre et le 26 mars, respectivement. Le présent Budget supplémentaire des dépenses (C) 2014-2015 est le troisième et dernier budget supplémentaire des dépenses pour l'exercice en cours.

Sommaire du budget des dépenses

Budgets des dépenses à ce jour pour 2014-2015

Le Budget principal des dépenses 2014-2015, déposé le 27 février 2014, visait à obtenir l'autorisation du Parlement pour des crédits annuels afin de dépenser 86,3 milliards de dollars en dépenses budgétaires votées et 26,7 millions de dollars en dépenses non budgétaires votées. Il présentait également des renseignements au sujet des montants législatifs de 149,1 milliards de dollars en dépenses budgétaires et de 10,1 milliards de dollars en recouvrements nets non budgétaires. La *Loi de crédits n° 1 pour 2014-2015* a reçu la sanction royale le 27 mars 2014 et a fourni des crédits provisoires aux organisations tributaires de crédits jusqu'à la fin juin 2014. La *Loi de crédits n° 2 pour 2014-2015*, quant à elle, a reçu la sanction royale le 19 juin 2014 et a permis de fournir des crédits pour le reste des montants présentés dans le budget principal des dépenses.

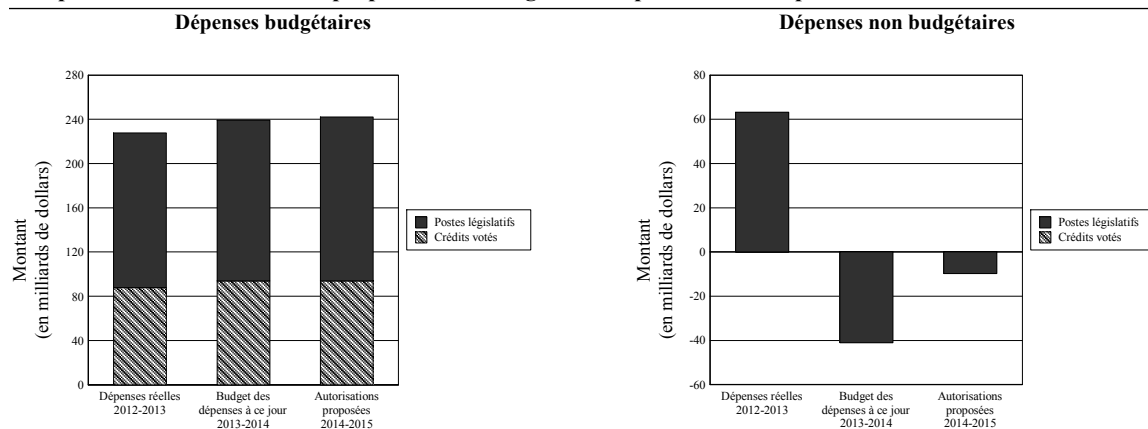
Le Budget supplémentaire des dépenses (A) 2014-2015, déposé le 14 mai 2014, a fourni des renseignements en vue d'obtenir l'autorisation du Parlement pour attribuer des crédits budgétaires votés de 2,4 milliards de dollars, ce qui représente une augmentation de 2,8 p. 100 par rapport au budget principal des dépenses, et de 44,4 millions de dollars de dépenses non budgétaires (prêts, placements et avances). La *Loi de crédits n° 3 pour 2014-2015* a reçu la sanction royale le 19 juin 2014.

Le Budget supplémentaire des dépenses (B) 2014-2015, déposé le 5 novembre 2014, a fourni des renseignements en vue d'obtenir l'autorisation du Parlement pour engager des crédits budgétaires votés de 2,9 milliards de dollars, ce qui représente une augmentation de 3,3 p. 100 par rapport au budget principal des dépenses et deux changements liés aux dépenses non budgétaires (prêts, placements et avances). La *Loi de crédits n° 4 pour 2014-2015* a reçu la sanction royale le 16 décembre 2014.

Le Budget supplémentaire des dépenses (C) 2014-2015, fournit des renseignements en vue d'obtenir l'autorisation du Parlement pour engager des crédits votés de 1,8 milliard de dollars, ce qui représente une augmentation de 2,1 p. 100 par rapport au budget principal des dépenses. On peut obtenir de l'information en ligne sur la diminution de 1,3 milliard de dollars des dépenses budgétaires législatives prévues et l'augmentation de 246,3 millions de dollars des dépenses non-budgétaires législatives prévues.

Compte tenu des différences à l'égard des calendriers de préparation du budget principal des dépenses et du budget fédéral, il n'a pas été possible d'inclure les nouvelles mesures du budget fédéral de 2014 dans le Budget principal des dépenses 2014-2015. À la suite d'une annonce dans le budget fédéral, les organisations doivent préparer un plan détaillé des dépenses en vue d'obtenir l'approbation du Conseil du Trésor avant que les nouvelles dépenses soient présentées dans les budgets des dépenses. Comme le temps requis pour élaborer les plans varie selon l'initiative, les nouvelles mesures du budget fédéral ne seront pas toutes inscrites dans le même budget des dépenses. En commençant par le budget fédéral de 2013, la première fois qu'un poste annoncé dans le budget fédéral apparaît dans un budget supplémentaire des dépenses, il est défini comme tel.

Comparaison des autorisations proposées, des budgets des dépenses et des dépenses réelles



	Dépenses réelles 2012-2013	Budget des dépenses à ce jour 2013-2014	Budget des dépenses 2014-2015		
			Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses	Autorisations proposées
<i>(dollars)</i>					
Dépenses budgétaires					
Crédits votés	87 708 965 710	93 935 334 459	92 174 964 571	1 783 307 702	93 958 272 273
Postes législatifs	139 864 374 257	145 159 468 186	149 425 249 042	(1 288 498 633)	148 136 750 409
Total des dépenses budgétaires	227 573 339 967	239 094 802 645	241 600 213 613	494 809 069	242 095 022 682
Dépenses non budgétaires					
Crédits votés	43 726 408	71 103 004	71 103 005	.....	71 103 005
Postes législatifs	63 145 970 775	(41 024 336 315)	(10 050 344 221)	246 301 814	(9 804 042 407)
Total des dépenses non budgétaires	63 189 697 183	(40 953 233 311)	(9 979 241 216)	246 301 814	(9 732 939 402)

Nota :

1. Les dépenses budgétaires incluent les frais de la dette publique, les dépenses de fonctionnement et en capital, les paiements de transfert aux autres ordres de gouvernement, à des organisations et à des particuliers, et les paiements aux sociétés d'État.
2. Les dépenses non budgétaires (prêts, placements et avances) sont des dépenses qui correspondent à des modifications de la valeur des actifs financiers du gouvernement du Canada.
3. Les crédits votés sont ceux qui doivent être autorisés par le Parlement en vertu d'un projet de loi de crédits.
4. Les dépenses législatives sont celles qui sont autorisées par le Parlement par l'entremise de lois habilitantes et dont les prévisions sont présentées à titre indicatif.
5. Les autorisations à ce jour et les autorisations proposées comprennent des autorisations sur deux ans de 608 047 358 \$ destinées à l'Agence des services frontaliers du Canada, à l'Agence du revenu du Canada et à l'Agence Parcs Canada. Ces trois organismes sont autorisés à reporter à 2014-2015 les fonds approuvés en 2013-2014 mais non dépensés. Étant donné que le tableau qui suit (Les budgets supplémentaires dans le cadre du budget des dépenses) ne tient compte que des budgets des dépenses 2014-2015, les autorisations sur deux ans en sont exclues.

Les budgets supplémentaires dans le cadre du budget des dépenses

	Budget des dépenses 2014-2015				Total
	Budget principal	Budget supplémentaire			
		A	B	C	
<i>(dollars)</i>					
Dépenses budgétaires					
Crédits votés	86 282 034 901	2 410 900 361	2 873 981 951	1 783 307 702	93 350 224 915
Postes législatifs	149 052 339 774	11 430 672	327 910 181	(1 288 498 633)	148 103 181 994
Total des dépenses budgétaires	235 334 374 675	2 422 331 033	3 201 892 132	494 809 069	241 453 406 909
Dépenses non budgétaires					
Crédits votés	26 703 003	44 400 000	2	.....	71 103 005
Postes législatifs	(10 050 344 221)	.....	.....	246 301 814	(9 804 042 407)
Total des dépenses non budgétaires	(10 023 641 218)	44 400 000	2	246 301 814	(9 732 939 402)

Postes principaux

Cette section donne un aperçu des principaux postes inscrits dans le présent budget des dépenses aux fins de l'approbation du Parlement.

Secrétariat du Conseil du Trésor : 400,0 millions de dollars

Besoin en matière de rémunération – Fonds pour des affectations aux ministères et aux organismes admissibles pour le versement des indemnités de départ accumulées

Les fonds serviront à rembourser les ministères, les organismes et les sociétés d'État au titre des indemnités de départ. Aux termes des récentes conventions collectives, les employés visés n'accumuleront plus de crédits aux fins de l'indemnité de départ dans les cas de démission ou de départ à la retraite. Les indemnités de départ accumulées jusqu'à la signature de la convention collective pertinente sont payables à l'employé sur demande. Les dépenses admissibles seront remboursées au moyen d'un transfert direct aux crédits ministériels pendant l'exercice au cours duquel ces coûts sont réellement engagés.

Emploi et Développement social : 294,6 millions de dollars

Fonds pour la radiation de dettes dues à la Couronne pour des prêts canadiens aux étudiants irrécouvrables

Ces fonds permettront de radier 63 540 créances liées à des prêts d'études canadiens. Le Programme canadien de prêts aux étudiants accorde une aide aux étudiants de niveau postsecondaire ayant besoin d'un soutien financier. Les montants radiés sont des créances à l'égard desquelles tous les efforts de recouvrement raisonnables ont été déployés, en vain. Dans la grande majorité des cas, ces créances sont en souffrance depuis 2008 ou avant.

Secrétariat du Conseil du Trésor : 196,3 millions de dollars

Fonds pour combler le manque à gagner au titre du Régime d'assurance-revenu militaire

Ces fonds serviront à injecter un montant ponctuel dans le Régime d'assurance-revenu militaire (RARM) afin d'alléger des pressions non discrétionnaires immédiates. Le RARM verse des prestations pour invalidité de longue durée aux membres des Forces canadiennes (FC) libérés pour raisons médicales. Au cours des deux dernières années, le nombre de nouvelles demandes d'invalidité de longue durée a monté en flèche en raison du nombre accru de membres des FC libérés pour raisons médicales à la fin de la mission en Afghanistan. Cette augmentation a mis le régime en déficit, alors que les prestations futures estimatives au titre du régime doivent être entièrement capitalisées.

Défense nationale : 138,1 millions de dollars

Fonds liés au soutien militaire pour les opérations à l'étranger

Les Forces canadiennes participent à des efforts de coalition internationale à l'étranger afin de contrer les sources d'instabilité et les menaces à la sécurité internationale. En Iraq, le Canada contribue à la coalition qui lutte contre l'organisation État islamique en Iraq et au Levant (ISIL). Les opérations en Europe soutiennent les efforts d'apaisement dirigés par l'OTAN pour contrer l'agression russe, notamment en Europe centrale et orientale. Les fonds demandés dans le budget supplémentaire des dépenses serviront à couvrir les coûts supplémentaires des opérations (p. ex., soutien pour l'équipement de mission, munitions, réparations et révisions, indemnités de service outremer, soutien technique, etc.).

Affaires étrangères, Commerce et Développement : 126,0 millions de dollars

Financement destiné à la prolongation du Groupe de travail sur la stabilisation et la reconstruction et du Fonds pour la paix et la sécurité mondiales

Le Groupe de travail pour la stabilisation et la reconstruction et le Fonds pour la paix et la sécurité mondiales assurent le soutien financier des interventions internationales face à des situations de crise et des programmes destinés aux États vulnérables touchés par un conflit. Les initiatives financées comprennent le déploiement de policiers et de spécialistes civils canadiens, des missions internationales d'observation des élections et des projets visant à assurer la stabilité et la sécurité ainsi qu'à promouvoir la démocratie dans des régions et des pays tels le Moyen-Orient, l'Afrique, l'Asie (p. ex., Afghanistan, Birmanie (Myanmar)) et différents États de l'Amérique latine. Les fonds soutiennent aussi les activités d'analyse des crises et de planification des interventions, d'analyse et d'élaboration de politiques, de coordination et de gestion des programmes.

Affaires indiennes et du Nord canadien : 69,1 millions de dollars

Fonds pour une approche globale et durable de la gestion des urgences dans les réserves et pour les activités d'intervention et de rétablissement en cas d'urgence dans les réserves

Le ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien s'acquitte de ses responsabilités en matière de gestion des

situations d'urgence dans les réserves principalement par l'entremise d'ententes d'aide à la gestion des situations d'urgence, en vertu desquelles les provinces et les territoires fournissent des services d'intervention et de rétablissement aux collectivités des Premières Nations. Le Ministère rembourse ensuite les organisations provinciales et territoriales. Il collabore également avec d'autres fournisseurs de services, comme la Croix-Rouge canadienne. Les fonds supplémentaires permettront au Ministère de s'acquitter de ses obligations en matière de gestion des situations d'urgence et de répondre à des pressions urgentes en matière de santé et de sécurité. Selon les prévisions, les dépenses totales en matière d'intervention dans des situations d'urgence et de rétablissement devraient atteindre 82,4 millions de dollars en 2014-2015. Ces coûts sont principalement attribuables aux inondations et aux incendies de forêt en Ontario, au Manitoba et en Saskatchewan.

Affaires étrangères, Commerce et Développement : 52,0 millions de dollars

Fonds pour l'aide humanitaire afin de lutter contre le virus d'Ebola

Ces fonds serviront à soutenir la lutte contre l'épidémie de maladie à virus Ebola et à répondre aux répercussions humanitaires et aux questions de sécurité découlant de la crise par le truchement des contributions du Canada aux initiatives d'organisations internationales comme l'Organisation mondiale de la santé, le Programme alimentaire mondial, l'UNICEF, le Fonds de fiducie à partenaires multiples des Nations Unies pour la lutte contre l'Ebola, la Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et Médecins sans frontières.

Secrétariat du Conseil du Trésor : 49,9 millions de dollars

Fonds pour soutenir la mise en œuvre des récentes modifications apportées aux prestations du Régime de soins de santé de la fonction publique

Ces fonds serviront à couvrir une hausse temporaire du coût net du Régime de soins de santé de la fonction publique (RSSFP) qui découle d'une entente négociée en mars 2014 et approuvée par le Conseil du Trésor (à titre d'employeur de l'administration publique centrale). Cette entente prévoit l'adoption d'un ratio de partage égal des coûts du régime avec les membres retraités (à l'exception des membres à faible revenu admissibles) d'ici avril 2018, l'augmentation du nombre d'années de service requis pour être admissible au régime à la retraite et la mise en œuvre de différentes améliorations des avantages sociaux pour tous les participants au régime. Lorsqu'ils auront été pleinement mis en œuvre en 2018-2019, ces changements devraient se traduire par des économies nettes considérables pour le gouvernement. Toutefois, toutes les améliorations des avantages sociaux entrent en vigueur en 2014-2015, ce qui entraîne une augmentation nette des dépenses du régime pour l'exercice en cours.

Affaires étrangères, Commerce et Développement : 36,7 millions de dollars

Financement pour appuyer le Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme

Le Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme mobilise et investit des fonds pour soutenir les programmes administrés par des spécialistes locaux dans plus de 140 pays afin d'accélérer l'élimination des épidémies de sida, de tuberculose et de paludisme. Les initiatives financées comprennent la réduction de la mortalité maternelle et infantile et l'amélioration de la santé des mères et des enfants dans les pays les plus pauvres en renforçant les systèmes de santé, en améliorant la nutrition, et en prévenant et en traitant les principales affections et maladies qui tuent les femmes et les enfants.

Agence canadienne d'inspection des aliments et Agence de la santé publique du Canada : 33,4 millions de dollars

Fonds pour assurer le maintien des programmes visant à atténuer les risques liés à l'encéphalopathie spongiforme bovine pour la santé publique, la santé des animaux et l'économie (*Budget fédéral de 2014*)

Le Canada a mis en œuvre une série complète de mesures visant à réduire de façon efficace le risque d'exposition et de transmission de l'encéphalopathie spongiforme bovine (ESB) au sein de la population de bovins et à protéger les consommateurs contre les risques pour la santé humaine qui en découlent. Les fonds serviront à soutenir les programmes permanents relatifs à l'ESB dont les objectifs sont de protéger la santé des humains et des animaux, de maintenir la confiance des consommateurs à l'égard des produits canadiens et d'améliorer l'accès au marché pour les produits du bœuf.

Services partagés Canada : 32,5 millions de dollars

Fonds pour l'établissement d'une nouvelle infrastructure sécuritaire pour la technologie de l'information et des télécommunications pour le Conseil national de recherche du Canada

Les fonds visent à couvrir les coûts de Services partagés Canada (SPC) en 2014-2015 pour sécuriser et refondre considérablement l'infrastructure de technologie de l'information (TI) du Conseil national de recherches Canada (CNRC) à la suite de la cyberintrusion de juillet 2014. Les fonds serviront à mettre en place un nouveau réseau de télécommunications sécurisé pour le CNRC, à mettre à niveau les ordinateurs de bureau et les ordinateurs portatifs du CNRC, à déménager l'infrastructure de TI du CNRC aux centres de données sécurisés de SPC, à migrer les applications et les données dans la nouvelle infrastructure, à mettre en œuvre des mesures de sécurité supplémentaires

et à mettre temporairement en place une infrastructure de TI distincte pour le CNRC.

Principales variations nettes des crédits dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Organisation	Numéro de crédit et description	Montant (dollars)
Secrétariat du Conseil du Trésor	Crédit 30c – Besoins en matière de rémunération	400 000 000
Emploi et Développement social	Crédit 7c – Radiation de dettes – Prêts canadiens aux étudiants	294 647 678
Secrétariat du Conseil du Trésor	Crédit 20c – Assurances de la fonction publique	246 132 199
Affaires étrangères, Commerce et Développement	Crédit 10c – Subventions et contributions	235 509 851
Défense nationale	Crédit 1c – Dépenses de fonctionnement	142 026 509
Affaires indiennes et du Nord canadien	Crédit 10c – Subventions et contributions	114 640 722
Affaires étrangères, Commerce et Développement	Crédit 1c – Dépenses de fonctionnement	53 238 798
Travaux publics et Services gouvernementaux	Crédit 1c – Dépenses de fonctionnement	51 614 121
Agence canadienne d'inspection des aliments	Crédit 1c – Dépenses de fonctionnement et contributions	34 764 879
Services partagés Canada	Crédit 5c – Dépenses en capital	29 109 260

Modifications apportées à la structure gouvernementale indiquées dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Aux termes des dispositions de la *Loi sur les restructurations et les transferts d'attributions dans l'administration publique*, le gouvernement a annoncé les modifications suivantes, qui sont présentées dans le présent budget supplémentaire des dépenses :

La *Loi no. 1 sur le plan d'action économique de 2014* prévoit la dissolution de la Société d'expansion du Cap-Breton et transfère ses activités à l'Agence de promotion économique du Canada atlantique et à Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

Modifications apportées aux crédits votés et aux postes législatifs indiquées dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Les modifications aux autorisations, effectuées par l'entremise du présent budget supplémentaire des dépenses, comprennent les crédits votés et les postes législatifs qui renferment des autorisations distinctes qui diffèrent de celles incluses dans le Budget principal des dépenses 2014-2015, le Budget supplémentaire des dépenses (A) 2014-2015 et le Budget supplémentaire des dépenses (B) 2014-2015 ainsi que les nouvelles autorisations de dépenser. Le libellé des nouveaux crédits est indiqué dans le tableau intitulé « Annexe – Postes devant être inclus dans les annexes proposées au projet de loi de crédit » situé à la fin de cette publication. Conformément aux décisions rendues par le président de la Chambre des communes en 1981, le gouvernement s'est engagé à faire en sorte que les seules mesures législatives qui seront édictées dans le cadre du budget des dépenses, sauf dans les cas expressément autorisés par voie de législation, seront des modifications aux lois de crédits précédentes.

L'organisation suivante demande un nouveau crédit voté :

- Emploi et Développement social (crédit 7c)
- Finances (crédit 9c)

Le libellé (souligné) des crédits suivants a été modifié comparativement au libellé utilisé dans le Budget supplémentaire des dépenses (B) 2014-2015 :

Il n'y a aucune modification au libellé des crédits.

De nouvelles autorisations législatives ont été inscrites dans le présent budget supplémentaire des dépenses :**Citoyenneté et Immigration**

Remboursement de frais à l'égard de demande terminée dans les catégories fédérales des investisseurs et des entrepreneurs

Emploi et Développement social

Paiements liés aux modalités de financement direct accordés en vertu de la *Loi sur les prêts aux apprentis (Budget fédéral de 2014)*

Prêts consentis en vertu de la *Loi sur les prêts aux apprentis (Budget fédéral de 2014)*

Finances

En vertu du paragraphe 8.3(1) de la *Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes*, fournir une aide financière de 200 000 000 \$ à l'Ukraine

Le libellé (souligné) des postes législatifs suivants a été modifié comparativement au libellé utilisé dans le Budget supplémentaire des dépenses (B) 2014-2015 :

Il n'y a aucune modification au libellé des postes législatifs.

Budget des dépenses par organisation

Au total, 136 organisations sont présentées dans le budget des dépenses 2014-2015. De ces organisations, 41 ont identifié des besoins additionnels dans le présent budget supplémentaire des dépenses.

Budget des dépenses par organisation

	Dépenses réelles 2012-2013	Budget des dépenses à ce jour 2013-2014	Budget des dépenses 2014-2015		
			Autorisations à ce jour <i>(dollars)</i>	Présent budget supplémentaire des dépenses	Autorisations proposées
Budgétaire					
Administration canadienne de la sûreté du transport aérien	513 369 000	598 286 200	676 185 743	.....	676 185 743
Administration du pipe-line du Nord	1 920 142	3 123 930	750 000	.....	750 000
Affaires étrangères, Commerce et Développement	2 394 879 111	2 630 065 344	5 640 161 667	296 964 198	5 937 125 865
Affaires indiennes et du Nord canadien	8 095 142 342	8 675 285 390	8 570 762 264	115 834 953	8 686 597 217
Agence canadienne d'inspection des aliments	782 055 725	725 341 196	679 882 439	39 207 569	719 090 008
Agence canadienne de contrôle de la procréation assistée	1 483 542	.....	.....	.....	.....
Agence canadienne de développement économique du Nord	52 388 610	53 442 608	52 478 205	.....	52 478 205
Agence canadienne de développement international	3 409 557 434	3 159 329 240	.....	.....	.....
Agence canadienne d'évaluation environnementale	27 948 825	31 006 012	31 144 042	.....	31 144 042
Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec	296 429 346	305 734 765	257 136 332	.....	257 136 332
Agence de la santé publique du Canada	619 656 229	612 546 137	632 680 262	23 445 941	656 126 203
Agence de promotion économique du Canada atlantique	315 661 947	310 680 951	308 810 275	215 360	309 025 635
Agence des services frontaliers du Canada	1 707 356 008	1 732 329 044	1 904 037 036	17 957 029	1 921 994 065
Agence du revenu du Canada	4 318 468 143	4 018 152 726	4 190 019 084	.....	4 190 019 084
Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario	241 720 967	242 644 766	208 045 216	.....	208 045 216
Agence Parcs Canada	630 547 591	629 929 875	800 107 465	(3 500 000)	796 607 465
Agence spatiale canadienne	320 245 415	488 680 928	483 538 815	.....	483 538 815
Agriculture et Agroalimentaire	2 681 559 075	2 466 771 107	2 342 492 139	.....	2 342 492 139
Anciens Combattants	3 486 227 841	3 658 192 549	3 599 193 843	.....	3 599 193 843
Autorité du pont Windsor-Détroit	.....	.....	5 661 030	2 403 354	8 064 384

Budget des dépenses par organisation

	Dépenses réelles 2012-2013	Budget des dépenses à ce jour 2013-2014	Budget des dépenses 2014-2015		
			Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses	Autorisations proposées
			<i>(dollars)</i>		
Bibliothèque du Parlement	44 427 951	42 949 558	41 970 007	200 000	42 170 007
Bibliothèque et Archives du Canada	118 923 232	99 041 196	100 924 479	1 000 001	101 924 480
Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports	31 656 277	30 509 431	30 483 148	340 000	30 823 148
Bureau de l'enquêteur correctionnel	4 576 386	4 676 785	4 872 424	.....	4 872 424
Bureau de l'infrastructure du Canada	3 752 656 392	4 149 167 829	3 715 112 112	.....	3 715 112 112
Bureau de la coordonnatrice de la situation de la femme	29 728 186	31 425 518	30 242 144	.....	30 242 144
Bureau du commissaire du Centre de la sécurité des télécommunications	2 285 719	2 112 886	2 126 282	.....	2 126 282
Bureau du directeur des poursuites pénales	163 366 823	166 206 461	175 073 867	.....	175 073 867
Bureau du surintendant des institutions financières	(312 736)	909 369	142 770 896	.....	142 770 896
Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail	5 457 315	4 971 152	5 468 050	.....	5 468 050
Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada	53 993 571	51 402 907	52 995 677	.....	52 995 677
Centre de la sécurité des télécommunications	414 494 557	443 746 558	848 796 755	610 528	849 407 283
Centre de recherches pour le développement international	156 223 043	225 631 734	188 023 782	2 000 001	190 023 783
Chambre des communes	429 936 971	444 998 301	434 687 178	12 800 583	447 487 761
Citoyenneté et Immigration	1 523 325 468	1 640 588 995	1 425 047 242	27 393 083	1 452 440 325
Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité	2 901 273	2 766 304	2 930 290	.....	2 930 290
Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada	1 595 595	1 644 413	1 712 958	.....	1 712 958
Comité externe d'examen des griefs militaires	5 850 236	6 695 009	7 047 312	.....	7 047 312
Commissaire à la magistrature fédérale	485 102 600	498 375 214	513 872 099	.....	513 872 099
Commissariat à l'intégrité du secteur public	5 542 996	5 674 899	5 693 152	.....	5 693 152
Commissariat au lobbying	4 745 314	4 423 541	4 642 624	.....	4 642 624
Commissariat aux conflits d'intérêts et à l'éthique	6 453 449	7 035 401	6 938 405	.....	6 938 405
Commissariat aux langues officielles	21 134 016	23 871 668	22 140 373	.....	22 140 373

Budget des dépenses par organisation

	Dépenses réelles 2012-2013	Budget des dépenses à ce jour 2013-2014	Budget des dépenses 2014-2015		
			Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses	Autorisations proposées
			<i>(dollars)</i>		
Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada	37 831 536	43 629 683	37 140 867	.....	37 140 867
Commission canadienne de sûreté nucléaire	139 699 154	135 737 179	134 841 116	167 265	135 008 381
Commission canadienne des affaires polaires	1 317 735	2 576 669	2 606 506	.....	2 606 506
Commission canadienne des droits de la personne	24 383 176	22 461 289	23 046 120	.....	23 046 120
Commission canadienne des grains	37 134 246	37 568 653	17 208 934	.....	17 208 934
Commission canadienne du lait	4 086 096	3 985 810	3 633 345	.....	3 633 345
Commission canadienne du tourisme	71 495 802	57 832 802	57 975 770	.....	57 975 770
Commission d'examen des plaintes concernant la police militaire	5 301 489	10 920 967	8 167 113	.....	8 167 113
Commission de la capitale nationale	108 833 873	116 457 834	91 524 820	.....	91 524 820
Commission de la fonction publique	95 730 066	90 453 595	88 921 877	.....	88 921 877
Commission de l'immigration et du statut de réfugié	134 258 443	122 919 932	126 300 408	(1 045 042)	125 255 366
Commission de vérité et de réconciliation relative aux pensionnats indiens	11 818 315	9 748 946	10 721 885	.....	10 721 885
Commission des champs de bataille nationaux	9 623 141	9 248 323	14 473 110	.....	14 473 110
Commission des libérations conditionnelles du Canada	46 511 790	48 679 516	49 231 269	.....	49 231 269
Commission des plaintes du public contre la Gendarmerie royale du Canada	8 011 001	10 145 960	10 255 577	.....	10 255 577
Commission des relations de travail dans la fonction publique	13 634 340	13 774 423	14 445 637	.....	14 445 637
Commission du droit d'auteur	2 508 985	3 127 995	3 262 487	.....	3 262 487
Commission mixte internationale (section canadienne)	6 507 498	6 741 805	7 058 046	.....	7 058 046
Conseil canadien des normes	10 318 993	9 729 000	11 729 000	100 000	11 829 000
Conseil canadien des relations industrielles	12 786 116	13 553 965	14 003 853	.....	14 003 853

Budget des dépenses par organisation

	Dépenses réelles 2012-2013	Budget des dépenses à ce jour 2013-2014	Budget des dépenses 2014-2015		
			Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses	Autorisations proposées
			<i>(dollars)</i>		
Conseil de contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses	4 885 371	3 732 855	.....	.....	.....
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes	14 733 761	11 206 859	13 950 790	662 446	14 613 236
Conseil de recherches en sciences humaines	696 432 583	696 015 689	716 524 161	(34 999)	716 489 162
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie	1 075 981 272	1 068 005 966	1 088 763 099	461 175	1 089 224 274
Conseil des Arts du Canada	181 367 816	181 437 817	182 224 388	.....	182 224 388
Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés	8 056 803	10 944 073	11 313 309	.....	11 313 309
Conseil national de recherches du Canada	804 804 912	889 100 440	1 006 278 201	(43 399 999)	962 878 202
Conseil privé	130 232 441	126 967 871	124 486 725	2 602 979	127 089 704
Conseiller sénatorial en éthique	649 631	934 294	1 166 750	.....	1 166 750
Corporation commerciale canadienne	15 481 540	15 481 540	15 656 400	.....	15 656 400
Cour suprême du Canada	31 219 818	30 774 824	32 351 384	.....	32 351 384
Défense nationale	19 978 190 131	18 679 276 405	19 929 407 454	142 297 083	20 071 704 537
Directeur général des élections	119 580 193	115 854 117	98 062 388	.....	98 062 388
Diversification de l'économie de l'Ouest canadien	183 718 483	192 374 182	165 455 088	.....	165 455 088
École de la fonction publique du Canada	97 265 227	98 464 321	87 917 472	.....	87 917 472
Emploi et Développement social	48 434 964 624	50 593 566 774	52 246 268 681	(12 065 843)	52 234 202 838
Énergie atomique du Canada limitée	551 843 000	486 982 537	332 428 000	.....	332 428 000
Environnement	989 655 462	978 101 322	1 037 484 767	8 131 924	1 045 616 691
Finances	83 640 601 446	86 942 591 829	87 955 711 724	(930 225 948)	87 025 485 776
Gendarmerie royale du Canada	3 124 399 359	2 764 963 952	2 839 542 765	.....	2 839 542 765
Gouverneur général	20 828 891	20 047 931	20 697 548	.....	20 697 548
Greffe du Tribunal de la concurrence	1 736 812	2 331 323	2 455 190	.....	2 455 190
Greffe du Tribunal de la protection des fonctionnaires divulgateurs d'actes répréhensibles	1 659 741	1 834 375	1 929 623	.....	1 929 623
Greffe du Tribunal des revendications particulières	2 137 613	2 858 806	2 953 063	.....	2 953 063
Industrie	1 357 582 718	1 290 937 539	1 175 514 750	.....	1 175 514 750

Budget des dépenses par organisation

	Dépenses réelles 2012-2013	Budget des dépenses à ce jour 2013-2014	Budget des dépenses 2014-2015		
			Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses	Autorisations proposées
			<i>(dollars)</i>		
Institut de la statistique des Premières nations	2 028 410	.....	.....	.....	.....
Instituts de recherche en santé du Canada	997 052 742	997 506 549	1 001 327 887	14 000 000	1 015 327 887
Justice	733 982 848	672 180 746	707 629 187	.....	707 629 187
La Société des ponts fédéraux Limitée	18 185 400	14 338 293	21 040 000	.....	21 040 000
Les Ponts Jacques-Cartier et Champlain Inc.	109 054 244	274 566 409	432 832 159	.....	432 832 159
Marine Atlantique S.C.C.	184 876 000	154 430 000	127 484 000	.....	127 484 000
Musée canadien de l'histoire	64 364 831	58 918 730	68 643 558	.....	68 643 558
Musée canadien de la nature	34 370 062	25 834 904	26 263 284	.....	26 263 284
Musée canadien de l'immigration du Quai 21	9 976 473	18 450 000	9 900 000	.....	9 900 000
Musée canadien des droits de la personne	56 935 796	31 700 000	21 700 000	.....	21 700 000
Musée des beaux-arts du Canada	48 830 762	43 426 120	43 773 542	.....	43 773 542
Musée national des sciences et de la technologie	31 517 304	26 491 340	26 865 056	6 279 080	33 144 136
Office des transports du Canada	28 700 844	27 660 522	28 905 042	.....	28 905 042
Office national de l'énergie	69 545 641	74 816 291	85 665 460	.....	85 665 460
Office national du film	68 751 861	62 890 037	63 141 808	.....	63 141 808
Patrimoine canadien	1 247 427 555	1 321 559 229	1 486 319 438	397 798	1 486 717 236
Pêches et Océans	1 777 105 244	1 788 860 917	1 864 022 674	23 333 253	1 887 355 927
PPP Canada Inc.	287 450 000	265 200 000	209 500 000	.....	209 500 000
Ressources naturelles	1 966 810 964	2 780 935 421	2 810 017 793	1	2 810 017 794
Santé	3 821 158 086	3 694 369 005	3 783 922 420	2 264 296	3 786 186 716
Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes	5 155 480	6 035 504	6 250 499	.....	6 250 499
Secrétariat du Conseil du Trésor	2 762 026 013	7 508 518 714	5 691 698 256	646 132 199	6 337 830 455
Sécurité publique et Protection civile	584 273 778	1 364 058 230	1 186 578 727	.....	1 186 578 727
Sénat	88 881 788	92 517 029	91 485 177	900 000	92 385 177
Service administratif des tribunaux judiciaires	65 584 207	68 490 773	70 696 601	.....	70 696 601
Service canadien d'appui aux tribunaux administratifs	.....	.....	2 298 368	.....	2 298 368
Service canadien du renseignement de sécurité	496 420 949	516 966 806	528 009 732	(738 300)	527 271 432
Service correctionnel du Canada	2 642 999 211	2 602 274 955	2 493 521 573	(22 928)	2 493 498 645
Services partagés Canada	1 381 149 095	1 601 607 647	1 633 051 443	39 925 565	1 672 977 008

Budget des dépenses par organisation

	Dépenses réelles 2012-2013	Budget des dépenses à ce jour 2013-2014	Budget des dépenses 2014-2015		
			Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses	Autorisations proposées
			<i>(dollars)</i>		
Société canadienne d'hypothèques et de logement	2 086 397 954	2 100 578 000	2 097 353 000	.....	2 097 353 000
Société canadienne des postes	22 210 000	22 210 000	22 210 000	.....	22 210 000
Société d'expansion du Cap-Breton	60 667 000	52 848 000	12 384 000	.....	12 384 000
Société du Centre national des Arts	35 601 174	34 121 175	34 372 720	600 001	34 972 721
Société du Vieux-Port de Montréal Inc.	24 472 000	24 472 000	.....	.....	.....
Société Radio-Canada	1 106 519 060	1 064 769 060	1 038 023 798	.....	1 038 023 798
Statistique Canada	519 891 309	442 243 678	469 490 711	.....	469 490 711
Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie	5 443 398	.....	.....	.....	.....
Téléfilm Canada	102 968 394	99 622 354	95 453 551	.....	95 453 551
Transports	1 332 478 169	1 537 388 434	1 868 841 335	5 600 342	1 874 441 677
Travaux publics et Services gouvernementaux	2 737 533 257	2 860 944 387	2 929 646 402	51 614 121	2 981 260 523
Tribunal canadien des droits de la personne	4 219 609	4 521 383	4 755 570	.....	4 755 570
Tribunal canadien des relations professionnelles artistes-producteurs	1 513 390	.....	.....	.....	.....
Tribunal canadien du commerce extérieur	11 501 327	9 893 541	9 657 976	.....	9 657 976
Tribunal d'appel des transports du Canada	1 584 918	1 419 871	1 453 936	.....	1 453 936
Tribunal de la dotation de la fonction publique	5 108 807	5 443 445	5 733 845	.....	5 733 845
Tribunal des anciens combattants (révision et appel)	11 963 471	11 556 729	11 389 230	.....	11 389 230
Vérificateur général	88 209 772	84 333 533	81 893 526	.....	81 893 526
VIA Rail Canada Inc.	419 958 000	439 383 000	433 261 756	.....	433 261 756
Total budgétaire	227 573 339 967	239 094 802 645	241 600 213 613	494 809 069	242 095 022 682
Non budgétaire					
Affaires étrangères, Commerce et Développement	(2 945 824)	1	50 082 307	.....	50 082 307
Affaires indiennes et du Nord canadien	43 894 658	70 303 000	70 303 000	.....	70 303 000
Agence canadienne de développement international	93 401 393	81 595 260	.....	.....	.....
Anciens Combattants	208	.....	.....	.....	.....
Citoyenneté et Immigration	(979 983)	.....	.....	.....	.....

Budget des dépenses par organisation

	Dépenses réelles 2012-2013	Budget des dépenses à ce jour 2013-2014	Budget des dépenses 2014-2015		
			Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses	Autorisations proposées
			<i>(dollars)</i>		
Commission canadienne du lait	69 215 982	.....	.....	.....	.....
Défense nationale	600 814	.....	.....	.....	.....
Emploi et Développement social	980 677 937	760 632 426	779 981 475	46 301 814	826 283 289
Finances	65 474 622 297	2	2	200 000 000	200 000 002
Industrie	.....	800 000	800 000	.....	800 000
Service correctionnel du Canada	145	.....	.....	.....	.....
Société canadienne d'hypothèques et de logement	(3 471 553 310)	(41 866 564 000)	(10 880 408 000)	.....	(10 880 408 000)
Travaux publics et Services gouvernementaux	2 762 866	.....	.....	.....	.....
Total non budgétaire	63 189 697 183	(40 953 233 311)	(9 979 241 216)	246 301 814	(9 732 939 402)

Postes horizontaux

Une initiative horizontale est une activité dans le cadre de laquelle des partenaires provenant de deux ou plusieurs organisations acceptent, en vertu d'une entente de financement formelle (p. ex., un mémoire au Cabinet, une présentation au Conseil du Trésor, un accord fédéral-provincial) de collaborer à l'atteinte de résultats partagés. Ce tableau fournit un résumé des postes pour lesquels des fonds sont demandés dans les budgets supplémentaires des dépenses de l'exercice en cours. Il s'agit d'une vue d'ensemble des initiatives horizontales relatives aux budgets supplémentaires des dépenses pour lesquelles deux ou plusieurs organisations demandent une augmentation de leur financement.

Postes horizontaux

Organisation	Montant <i>(dollars)</i>
Fonds pour assurer le maintien des programmes visant à atténuer les risques liés à l'encéphalopathie spongiforme bovine pour la santé publique, la santé des animaux et l'économie (<i>Budget fédéral de 2014</i>)	
<i>La capacité de partager des données et des analyses normalisées sur la salubrité des aliments entre toutes les autorités de ce domaine constitue un élément clé d'un système de salubrité des aliments moderne. Ce fonds servira à soutenir la création d'un réseau d'information sur la salubrité des aliments qui reliera les autorités fédérales et provinciales en matière de salubrité des aliments et les laboratoires privés d'évaluation des aliments partout au Canada. Le réseau permettra de compiler, d'analyser et de partager en temps réel des données sur la salubrité des aliments, ce qui accélérera la détection des risques pour la salubrité des aliments et l'intervention nécessaire.</i>	
Agence canadienne d'inspection des aliments	32 582 425
Agence de la santé publique du Canada	800 000
<i>Total des postes législatifs</i>	<i>4 291 117</i>
Total	37 673 542

Fonds consacrés aux programmes de publicité gouvernementale

Ces fonds ont pour objet d'appuyer des initiatives de publicité qui transmettent aux Canadiens des renseignements sur une variété de programmes et de services gouvernementaux. Les nouveaux fonds inscrits au Budget supplémentaire des dépenses (C) 2014-2015 serviront à soutenir des campagnes publicitaires, intitulées « Canada 150 », « Services aux nouveaux arrivants », « Plan d'action économique », et « Recrutement des Forces armées canadiennes »

Budget supplémentaire des dépenses (B) 2014-2015

Anciens Combattants	5 000 000
Patrimoine canadien	7 200 000
Santé	5 500 000
Sécurité publique et Protection civile	3 700 000
Total	21 400 000

Budget supplémentaire des dépenses (C) 2014-2015

Citoyenneté et Immigration	3 000 000
Défense nationale	3 000 000
Finances	3 500 000
Patrimoine canadien	1 500 000
Total	11 000 000
Total cumulatif pour 2014-2015	32 400 000

Postes horizontaux

Organisation	Montant
	<i>(dollars)</i>
Fonds pour des initiatives de préparation et d'intervention contre la maladie à virus Ebola afin de protéger les Canadiens au pays et à l'étranger	
<i>Ce fonds servira à soutenir la recherche et le développement de vaccins et de traitements et la recherche médicale sur le virus Ebola, à déployer des agents de quarantaine supplémentaires dans les aéroports canadiens afin d'améliorer le dépistage aux frontières, à mettre au point la formation et les outils nécessaires pour les intervenants de première ligne et à soutenir les équipes d'intervention rapide pour qu'elles puissent fournir une expertise et une capacité de mobilisation aux provinces et aux territoires. En outre, le Système de la réserve nationale d'urgence permettra d'acheter de l'équipement de protection individuelle en prévision de cas d'urgence.</i>	
Agence de la santé publique du Canada	22 375 264
Instituts de recherche en santé du Canada	5 000 000
<i>Total des postes législatifs</i>	<i>124 736</i>
Total	27 500 000

Fonds pour réformer le Programme des travailleurs étrangers temporaires y compris la création du Programme de mobilité internationale

Ces fonds serviront à appuyer la réforme du Programme des travailleurs étrangers temporaires afin qu'il soit axé principalement sur l'objectif visant à ce que les Canadiens aient la possibilité d'occuper des postes vacants avant que l'utilisation de travailleurs étrangers temporaires ne soit envisagée. La réforme permet également d'axer le Programme de mobilité internationale sur l'entrée de ressortissants étrangers en mettant de l'avant les intérêts économiques et culturels du Canada, plutôt que de simplement pourvoir des postes particuliers. Ces programmes permettront d'améliorer l'utilisation d'une information détaillée sur le marché du travail et la collecte de données sur les employeurs, et de prendre des mesures pour s'assurer que ceux qui abusent de ces programmes ou qui abusent des travailleurs étrangers temporaires sont découverts et pénalisés. Dans le cadre de ces deux programmes, les ministères perçoivent des droits, et les sommes qui en résultent sont versées au Trésor.

Citoyenneté et Immigration	3 030 248
Emploi et Développement social	19 633 255
<i>Total des postes législatifs</i>	<i>2 479 751</i>
Total	25 143 254

Fonds pour renforcer le régime canadien de prévention, de préparation et d'intervention au regard des déversements d'hydrocarbures en milieu marin

Ce fonds permettra d'améliorer la prévention et la capacité d'intervention au moyen de mesures comme l'accroissement de l'automatisation et de l'interopérabilité du système de navigation du Canada, l'établissement de nouveaux partenariats pour la planification des interventions par secteur dans quatre régions pilotes, des recherches sur les effets des produits pétroliers sur les environnements marins au moyen de diverses techniques d'intervention et de récupération, et une contribution à l'établissement d'un centre d'excellence pour le transport maritime du pétrole et du gaz naturel liquéfié.

Environnement	2 261 829
Pêches et Océans	4 422 961
Transports	5 327 913
<i>Total des postes législatifs</i>	<i>744 318</i>
Total	12 757 021

Postes horizontaux

Organisation	Montant
	<i>(dollars)</i>
Fonds pour prévenir l'abus de médicaments d'ordonnance (Budget fédéral de 2014)	
<i>L'abus de médicaments est devenu une question de santé et de sécurité de premier plan au Canada. Les médicaments sur ordonnance constituent maintenant la troisième substance la plus consommée chez les jeunes Canadiens, après l'alcool et la marijuana. Ce fonds servira à soutenir des inspections dans les pharmacies afin de réduire le détournement de médicaments, de promouvoir la sensibilisation aux effets de l'abus de médicaments prescrits, d'améliorer les services de traitement et de prévention dans les communautés des Premières Nations, d'améliorer les données nationales sur l'abus de médicaments d'ordonnance et de faire avancer la recherche en la matière.</i>	
Instituts de recherche en santé du Canada	1 000 000
Santé	2 268 000
Total	3 268 000

Fonds pour mettre sur pied un réseau d'information sur la salubrité des aliments afin de renforcer la capacité de détection et d'intervention en cas de dangers liés à la salubrité des aliments (Budget fédéral de 2014)

La capacité de partager des données et des analyses normalisées sur la salubrité des aliments entre toutes les autorités de ce domaine constitue un élément clé d'un système de salubrité des aliments moderne. Ce fonds servira à soutenir la création d'un réseau d'information sur la salubrité des aliments qui reliera les autorités fédérales et provinciales en matière de salubrité des aliments et les laboratoires privés d'évaluation des aliments partout au Canada. Le réseau permettra de compiler, d'analyser et de partager en temps réel des données sur la salubrité des aliments, ce qui accélérera la détection des risques pour la salubrité des aliments et l'intervention nécessaire.

Agence canadienne d'inspection des aliments	2 182 454
Agence de la santé publique du Canada	126 062
<i>Total des postes législatifs</i>	<i>171 452</i>
Total	2 479 968

BUDGET SUPPLÉMENTAIRE DES DÉPENSES (C) 2014-2015

Détails par organisation

Affaires étrangères, Commerce et Développement	1
Affaires indiennes et du Nord canadien	4
Agence canadienne d'inspection des aliments	6
Agence de la santé publique du Canada	7
Agence de promotion économique du Canada atlantique	8
Agence des services frontaliers du Canada	9
Autorité du pont Windsor-Détroit	10
Bibliothèque du Parlement	11
Bibliothèque et Archives du Canada	12
Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports	13
Centre de la sécurité des télécommunications	14
Centre de recherches pour le développement international	15
Chambre des communes	16
Citoyenneté et Immigration	17
Commission canadienne de sûreté nucléaire	19
Conseil canadien des normes	20
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes	21
Conseil de recherches en sciences humaines	22
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie	23
Conseil national de recherches du Canada	24
Conseil privé	25
Défense nationale	26
Emploi et Développement social	28
Environnement	29
Finances	31
Instituts de recherche en santé du Canada	33
Musée national des sciences et de la technologie	34
Patrimoine canadien	35
Pêches et Océans	36
Ressources naturelles	38
Santé	39
Secrétariat du Conseil du Trésor	41
Sénat	42
Services partagés Canada	43
Société du Centre national des Arts	45
Transports	46
Travaux publics et Services gouvernementaux	47

Affaires étrangères, Commerce et Développement

Sommaire de l'organisation

		Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
			Transferts	Rajustements	
<i>(dollars)</i>					
Dépenses budgétaires					
Crédits					
1c	Dépenses de fonctionnement	1 482 643 421	2 162 198	51 076 600	1 535 882 219
5c	Dépenses en capital	320 928 536	2 505 000	1	323 433 537
10c	Subventions et contributions	3 431 564 705	(3 417 144)	238 926 995	3 667 074 556
12b	Conformément au paragraphe 12(2) de la <i>Loi d'aide au développement international (institutions financières)</i> paiements aux institutions financières internationales – Paiements directs	1	.....	.....	1
15c	Paiements au titre des programmes de pension, d'assurance et de sécurité sociale ou d'autres ententes pour les employés recrutés sur place à l'extérieur du Canada, ou au titre de l'administration de ces programmes ou conventions	50 779 000	.....	1 753 339	52 532 339
Total des crédits		5 285 915 663	1 250 054	291 756 935	5 578 922 652
<i>Total des postes législatifs</i>		<i>354 246 004</i>	<i>.....</i>	<i>3 957 209</i>	<i>358 203 213</i>
Total des dépenses budgétaires		5 640 161 667	1 250 054	295 714 144	5 937 125 865
Dépenses non budgétaires					
Crédits					
L20b	Conformément au paragraphe 12(2) de la <i>Loi d'aide au développement international (institutions financières)</i> , paiements aux institutions financières internationales – Émission et paiement de billets à vue	2	.....	.....	2
L25	Conformément au paragraphe 12(2) de la <i>Loi d'aide au développement international (institutions financières)</i> , paiements aux institutions financières internationales – Souscription au capital	1	.....	.....	1
Total des crédits		3	.....	.....	3
<i>Total des postes législatifs</i>		<i>50 082 304</i>	<i>.....</i>	<i>.....</i>	<i>50 082 304</i>
Total des dépenses non budgétaires		50 082 307	.....	.....	50 082 307

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor – <http://www.tbs-sct.gc.ca>

Explication du besoin (dollars)**Dépenses budgétaires****Crédits à adopter**

Financement destiné à la prolongation du Groupe de travail sur la stabilisation et la reconstruction et du Fonds pour la paix et la sécurité mondiales	Crédit 1c	26 046 644
	Crédit 10c	100 000 000
Total		126 046 644
Fonds pour l'aide humanitaire afin de lutter contre le virus d'Ebola	Crédit 10c	52 000 000
Financement pour appuyer le Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme	Crédit 10c	36 666 667
Fonds pour l'aide humanitaire afin de faire face à la crise qui sévit en Irak	Crédit 10c	28 000 000
Fonds pour la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République centrafricaine	Crédit 10c	22 260 328
Fonds pour compenser les fluctuations en devises étrangères encourues dans les missions à l'étranger	Crédit 1c	19 563 756
	Crédit 15c	1 753 339
Total		21 317 095
Fonds liés à la variation des dépenses pour les indemnités versées aux Canadiens travaillant dans des missions diplomatiques à l'étranger	Crédit 1c	5 466 200
Fonds pour autoriser les virements entre crédits	Crédit 5c	1
Total des crédits à adopter		291 756 935
Total des crédits législatifs		3 957 209
Transferts		
<i>Transferts provenant d'autres organisations</i>		
Transfert de l'Agence des services frontaliers du Canada, du Service canadien du renseignement de sécurité, de Citoyenneté et Immigration et de la Défense nationale à Affaires étrangères, Commerce et Développement pour fournir un soutien au personnel du ministère travaillant dans des missions à l'étranger	Crédit 1c	347 436
	Crédit 5c	2 655 900
Total		3 003 336
<i>Transferts à l'interne</i>		
Rajustement du financement pour couvrir les coûts associés au personnel de développement dans les missions situées dans les pays à faible revenu	Crédit 1c	3 417 144
	Crédit 10c	(3 417 144)
Total		.....
Transfert des contributions aux subventions (25 000 000 \$) pour répondre aux besoins globaux émergents liés à l'aide humanitaire et au développement, dans des secteurs comme l'aide alimentaire et non alimentaire d'urgence, le soutien logistique à des opérations d'aide humanitaire, la protection, la santé et l'éducation, tel que l'aide pour répondre à la crise de l'Ebola en Afrique de l'Ouest, qui sera fournie par des partenaires humanitaires expérimentés	Crédit 10c	.....
Réaffectation des ressources des Subventions pour la programmation multilatérale (451 510 \$) aux Soutien financier annuel pour le pays hôte de la Convention des Nations Unies sur la diversité biologique	Crédit 10c	.....

Explication du besoin (dollars)

<i>Transferts à d'autres organisations</i>		
Transfert d'Affaires étrangères, Commerce et Développement et du Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes à Travaux publics et Services gouvernementaux pour la transformation de l'administration de la paye	Crédit 1c	(99 242)
Transfert d'Affaires étrangères, Commerce et Développement à Citoyenneté et Immigration pour le personnel d'Expérience internationale Canada travaillant dans les missions à l'étranger	Crédit 1c	(1 503 140)
	Crédit 5c	(150 900)
Total		(1 654 040)
Total des transferts		1 250 054
Total des dépenses budgétaires		296 964 198

Liste des paiements de transfert

	Budgets des dépenses à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Budgets des dépenses révisés
Subventions			
Subventions pour la programmation multilatérale : Subventions pour l'aide au développement, l'assistance humanitaire ou la planification préalable aux catastrophes, à l'égard d'opérations, de programmes, de projets, d'activités et d'appels mondiaux au profit des pays ou territoires en développement ou des pays en transition	1 943 961 792	141 215 157	2 085 176 949
Subventions à l'appui du Fonds pour la paix mondiale et la sécurité et de ses sous-programmes	.....	30 000 000	30 000 000
Soutien financier annuel pour le pays hôte de la Convention des Nations Unies sur la diversité biologique	670 852	451 510	1 122 362
Contributions			
Le Fonds pour la paix mondiale et la sécurité	.....	70 000 000	70 000 000
Paiements de quote-parts aux organisations internationales :			
Opérations de maintien de la paix des Nations Unies (226 697 205 \$US)	239 346 913	22 260 328	261 607 241

Affaires indiennes et du Nord canadien

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
<i>(dollars)</i>				
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1c	Dépenses de fonctionnement	1 399 986 649	1 116 055	1 401 102 704
5b	Dépenses en capital	46 441 764		46 441 764
10c	Subventions et contributions	6 942 507 981	114 640 722	7 057 148 703
Total des crédits		8 388 936 394	115 756 777	8 504 693 171
<i>Total des postes législatifs</i>		<i>181 825 870</i>	<i>78 176</i>	<i>181 904 046</i>
Total des dépenses budgétaires		8 570 762 264	115 834 953	8 686 597 217
Dépenses non budgétaires				
Crédits				
L15a	Prêts à des revendicateurs autochtones	39 903 000		39 903 000
L21a	Prêts aux Premières Nations de la Colombie-Britannique	30 400 000		30 400 000
Total des dépenses non budgétaires		70 303 000		70 303 000

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor – <http://www.tbs-sct.gc.ca>

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds pour une approche globale et durable de la gestion des urgences dans les réserves et pour les activités d'intervention et de rétablissement en cas d'urgence dans les réserves	Crédit 10c	69 104 336
Financement provenant du Nouveau Fonds Chantiers Canada pour appuyer les investissements dans le cadre du Fonds d'infrastructure pour les Premières Nations (<i>Budget fédéral de 2013</i>)	Crédit 10c	15 000 000
Fonds destinés à la Stratégie consolidée pour les Autochtones vivant en milieu urbain	Crédit 1c	823 880
	Crédit 10c	12 547 130
Total		13 371 010
Fonds pour accroître le soutien au programme Nutrition Nord Canada (<i>Budget fédéral de 2014</i>)	Crédit 10c	11 306 500
Fonds pour le renouvellement des accords de transfert financier de la Première Nation de Carcross/Tagish et de la Première Nation de Westbank	Crédit 10c	3 926 756
Fonds pour la mise en œuvre du projet pilote visant l'application à l'échelle nationale de traités progressifs et d'ententes qui ne sont pas des traités, ainsi qu'à l'accroissement du nombre de protocoles de consultation afin de respecter l'obligation légale de consulter	Crédit 10c	1 750 000

Explication du besoin (dollars)

Fonds pour la mise en œuvre de l'Accord définitif de la Première Nation de Yale et de l'Accord définitif des Tla'amins	Crédit 1c	292 175
	Crédit 10c	1 006 000
Total		1 298 175
Total des crédits à adopter		115 756 777
Total des crédits législatifs		78 176
Total des dépenses budgétaires		115 834 953

Liste des paiements de transfert

	Budgets des dépenses à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Budgets des dépenses révisés
Subventions			
Subventions pour la mise en œuvre des ententes sur les revendications territoriales globales et l'autonomie gouvernementale	420 368 040	4 932 756	425 300 796
Contributions			
Contributions pour appuyer la gestion des urgences dans le cadre des activités dans les réserves	35 650 667	69 104 336	104 755 003
Contributions pour appuyer la construction et l'entretien des infrastructures communautaires	1 237 507 442	15 000 000	1 252 507 442
Contributions à l'appui de la Stratégie pour les Autochtones vivant en milieu urbain	38 700 980	12 547 130	51 248 110
Contributions pour appuyer l'accès aux aliments sains dans les collectivités isolées du Nord	53 930 000	11 306 500	65 236 500
Contributions pour appuyer la négociation et la mise en œuvre d'ententes ou d'initiatives de traités, de revendications et d'autonomie gouvernementale	264 793 849	1 500 000	266 293 849
Contributions au titre des consultations et de l'élaboration des politiques	8 052 719	250 000	8 302 719

Agence canadienne d'inspection des aliments

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
<i>(dollars)</i>				
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1c	Dépenses de fonctionnement et contributions	523 875 287	..... 34 764 879	558 640 166
5b	Dépenses en capital	27 959 173	.....	27 959 173
Total des crédits		551 834 460	..... 34 764 879	586 599 339
<i>Total des postes législatifs</i>		<i>128 047 979</i>	<i>..... 4 442 690</i>	<i>132 490 669</i>
Total des dépenses budgétaires		679 882 439	..... 39 207 569	719 090 008

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor – <http://www.tbs-sct.gc.ca>

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds pour assurer le maintien des programmes visant à atténuer les risques liés à l'encéphalopathie spongiforme bovine pour la santé publique, la santé des animaux et l'économie (<i>Budget fédéral de 2014</i>) (<i>poste horizontal</i>)	Crédit 1c	32 582 425
Fonds pour mettre sur pied un réseau d'information sur la salubrité des aliments afin de renforcer la capacité de détection et d'intervention en cas de dangers liés à la salubrité des aliments (<i>Budget fédéral de 2014</i>) (<i>poste horizontal</i>)	Crédit 1c	2 182 454
Total des crédits à adopter		34 764 879
<i>Total des crédits législatifs</i>		<i>4 442 690</i>
Total des dépenses budgétaires		39 207 569

Agence de la santé publique du Canada

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
<i>(dollars)</i>				
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1c	Dépenses de fonctionnement	329 744 584	23 301 326	353 045 910
5b	Dépenses en capital	8 760 266		8 760 266
10b	Subventions et contributions	251 101 573		251 101 573
Total des crédits		589 606 423	23 301 326	612 907 749
<i>Total des postes législatifs</i>		<i>43 073 839</i>	<i>144 615</i>	<i>43 218 454</i>
Total des dépenses budgétaires		632 680 262	23 445 941	656 126 203

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor – <http://www.tbs-sct.gc.ca>

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds pour des initiatives de préparation et d'intervention contre la maladie à virus Ebola afin de protéger les Canadiens au pays et à l'étranger (<i>poste horizontal</i>)	Crédit 1c	22 375 264
Fonds pour assurer le maintien des programmes visant à atténuer les risques liés à l'encéphalopathie spongiforme bovine pour la santé publique, la santé des animaux et l'économie (<i>Budget fédéral de 2014</i>) (<i>poste horizontal</i>)	Crédit 1c	800 000
Fonds pour mettre sur pied un réseau d'information sur la salubrité des aliments afin de renforcer la capacité de détection et d'intervention en cas de dangers liés à la salubrité des aliments (<i>Budget fédéral de 2014</i>) (<i>poste horizontal</i>)	Crédit 1c	126 062
Total des crédits à adopter		23 301 326
<i>Total des crédits législatifs</i>		<i>144 615</i>
Total des dépenses budgétaires		23 445 941

Agence de promotion économique du Canada atlantique

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
<i>(dollars)</i>				
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1c	Dépenses de fonctionnement	68 568 420	35 962	68 604 382
5c	Subventions et contributions	231 899 152	179 398	232 078 550
Total des crédits		300 467 572	215 360	300 682 932
<i>Total des postes législatifs</i>		<i>8 342 703</i>	<i>.....</i>	<i>8 342 703</i>
Total des dépenses budgétaires		308 810 275	215 360	309 025 635

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor – <http://www.tbs-sct.gc.ca>

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds pour des obligations liées à l'ancienne Société d'expansion du Cap-Breton	Crédit 1c	35 962
	Crédit 5c	179 398

Total **215 360**

Total des crédits à adopter **215 360**

Total des dépenses budgétaires **215 360**

Liste des paiements de transfert

	Budgets des dépenses à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses	Budgets des dépenses révisés
<i>(dollars)</i>			
Contributions			
Contributions pour le Fonds des collectivités innovatrices	39 000 000	179 398	39 179 398

Agence des services frontaliers du Canada

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour	
		Transferts	Rajustements		
<i>(dollars)</i>					
Dépenses budgétaires					
Crédits					
1c	Dépenses de fonctionnement	1 465 571 365	(19 600)	1 418 650	1 466 970 415
5c	Dépenses en capital	261 895 474	.....	15 636 163	277 531 637
Total des crédits		1 727 466 839	(19 600)	17 054 813	1 744 502 052
<i>Total des postes législatifs</i>		<i>176 570 197</i>	<i>.....</i>	<i>921 816</i>	<i>177 492 013</i>
Total des dépenses budgétaires		1 904 037 036	(19 600)	17 976 629	1 921 994 065

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor – <http://www.tbs-sct.gc.ca>

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds pour le projet Gestion des cotisations et des recettes afin d'élaborer un système intégré de gestion des recettes	Crédit 1c	1 418 650
	Crédit 5c	15 636 163

Total	17 054 813
-------	-------------------

Total des crédits à adopter	17 054 813
------------------------------------	-------------------

<i>Total des crédits législatifs</i>	<i>921 816</i>
--------------------------------------	----------------

Transferts

Transferts à d'autres organisations

Transfert de l'Agence des services frontaliers du Canada, du Service canadien du renseignement de sécurité, de Citoyenneté et Immigration et de la Défense nationale à Affaires étrangères, Commerce et Développement pour fournir un soutien au personnel du ministère travaillant dans des missions à l'étranger	Crédit 1c	(19 600)
--	-----------	-----------------

Total des transferts	(19 600)
-----------------------------	-----------------

Total des dépenses budgétaires	17 957 029
---------------------------------------	-------------------

Autorité du pont Windsor-Détroit

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
<i>(dollars)</i>				
Dépenses budgétaires				
Crédits				
3c Paiements à l'Autorité du pont Windsor-Détroit	5 661 030	.....	2 403 354	8 064 384
Total des dépenses budgétaires	5 661 030	.....	2 403 354	8 064 384

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor – <http://www.tbs-sct.gc.ca>

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds destinés à financer les besoins de fonctionnement	Crédit 3c	2 403 354
Total des crédits à adopter		2 403 354
Total des dépenses budgétaires		2 403 354

Bibliothèque du Parlement

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
<i>(dollars)</i>				
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1c Dépenses du Programme	37 117 035	.....	200 000	37 317 035
Total des crédits	37 117 035	.....	200 000	37 317 035
<i>Total des postes législatifs</i>	<i>4 852 972</i>	<i>.....</i>	<i>.....</i>	<i>4 852 972</i>
Total des dépenses budgétaires	41 970 007	.....	200 000	42 170 007

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor – <http://www.tbs-sct.gc.ca>

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Renforcement de la sécurité	Crédit 1c	200 000
Total des crédits à adopter		200 000
Total des dépenses budgétaires		200 000

Bibliothèque et Archives du Canada

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
		<i>(dollars)</i>		
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1c Dépenses du Programme	91 205 600	1 000 000	1	92 205 601
Total des crédits	91 205 600	1 000 000	1	92 205 601
<i>Total des postes législatifs</i>	<i>9 718 879</i>	<i>.....</i>	<i>.....</i>	<i>9 718 879</i>
Total des dépenses budgétaires	100 924 479	1 000 000	1	101 924 480

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor – <http://www.tbs-sct.gc.ca>

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds pour autoriser l'inscription et le rajustement des subventions	Crédit 1c	1
Total des crédits à adopter		1

Transferts

Transferts provenant d'autres organisations

Transfert de Patrimoine canadien à Bibliothèque et Archives du Canada en soutien à la publication d'une nouvelle collection intitulée « Cent histoires canadiennes de la Première Guerre mondiale » et la numérisation de documents relatifs à la Première Guerre mondiale	Crédit 1c	1 000 000
--	-----------	------------------

Transferts à l'interne

Réaffectation des ressources pour les fluctuations des taux de change sur les paiements à l'égard des subventions désignées à la Fédération internationale des associations de bibliothécaires et des bibliothèques (74 \$) et au Système international de données sur les publications en série (3 000 \$)	Crédit 1c
---	-----------	--------------

Total des transferts		1 000 000
Total des dépenses budgétaires		1 000 001

Liste des paiements de transfert

	Budgets des dépenses à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses <i>(dollars)</i>	Budgets des dépenses révisés
Subventions			
Système international de données sur les publications en série	25 000	3 000	28 000
Fédération internationale des associations de bibliothécaires et des bibliothèques	11 000	74	11 074

Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
		<i>(dollars)</i>		
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1c Dépenses du Programme	27 198 137	.....	301 000	27 499 137
Total des crédits	27 198 137	.....	301 000	27 499 137
<i>Total des postes législatifs</i>	<i>3 285 011</i>	<i>.....</i>	<i>39 000</i>	<i>3 324 011</i>
Total des dépenses budgétaires	30 483 148	.....	340 000	30 823 148

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor – <http://www.tbs-sct.gc.ca>

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds pour l'achèvement et la publication de l'enquête sur la sécurité des transports visant l'accident ferroviaire de Lac-Mégantic (Québec)	Crédit 1c	301 000
--	-----------	----------------

Total des crédits à adopter	301 000
------------------------------------	----------------

<i>Total des crédits législatifs</i>	<i>39 000</i>
--------------------------------------	---------------

Total des dépenses budgétaires	340 000
---------------------------------------	----------------

Centre de la sécurité des télécommunications

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
<i>(dollars)</i>				
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1c Dépenses du Programme	816 282 889	610 527	1	816 893 417
Total des crédits	816 282 889	610 527	1	816 893 417
<i>Total des postes législatifs</i>	<i>32 513 866</i>	<i>.....</i>	<i>.....</i>	<i>32 513 866</i>
Total des dépenses budgétaires	848 796 755	610 527	1	849 407 283

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor – <http://www.tbs-sct.gc.ca>

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds pour autoriser les virements entre crédits	Crédit 1c	<u>1</u>
Total des crédits à adopter		1

Transferts

Transferts provenant d'autres organisations

Transfert de la Défense nationale au Centre de la sécurité des télécommunications pour un transfert permanent de deux générateurs à la Base des Forces canadiennes Trenton	Crédit 1c	600 000
Transfert de Travaux publics et Services gouvernementaux au Centre de la sécurité des télécommunications pour le remboursement des fonds destinés à la transformation de l'administration de la paye	Crédit 1c	10 527

Total des transferts		610 527
-----------------------------	--	----------------

Total des dépenses budgétaires		610 528
---------------------------------------	--	----------------

Centre de recherches pour le développement international

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour	
		Transferts	Rajustements		
<i>(dollars)</i>					
Dépenses budgétaires					
Crédits					
1c	Versements au Centre de recherches pour le développement international	188 023 782	2 000 000	1	190 023 783
Total des dépenses budgétaires		188 023 782	2 000 000	1	190 023 783

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor – <http://www.tbs-sct.gc.ca>

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds pour autoriser les virements entre crédits	Crédit 1c	1
--	-----------	----------

Total des crédits à adopter

1

Transferts

Transferts provenant d'autres organisations

Transfert des Instituts de recherche en santé du Canada au Centre de recherches pour le développement international pour appuyer des essais cliniques d'un vaccin expérimental contre le virus Ebola	Crédit 1c	2 000 000
--	-----------	------------------

Total des transferts

2 000 000

Total des dépenses budgétaires

2 000 001

Chambre des communes

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
<i>(dollars)</i>				
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1c Dépenses du Programme	289 076 272	.....	11 060 049	300 136 321
Total des crédits	289 076 272	.....	11 060 049	300 136 321
<i>Total des postes législatifs</i>	<i>145 610 906</i>	<i>.....</i>	<i>1 740 534</i>	<i>147 351 440</i>
Total des dépenses budgétaires	434 687 178	.....	12 800 583	447 487 761

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor – <http://www.tbs-sct.gc.ca>

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Paiement de transition – Paye en arriérés	Crédit 1c	7 512 676
Renforcement de la sécurité	Crédit 1c	3 547 373
Total des crédits à adopter		11 060 049
<i>Total des crédits législatifs</i>		<i>1 740 534</i>
Total des dépenses budgétaires		12 800 583

Citoyenneté et Immigration

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour	
		Transferts	Rajustements		
<i>(dollars)</i>					
Dépenses budgétaires					
Crédits					
1c	Dépenses de fonctionnement	594 567 982	(2 088 206)	6 661 362	599 141 138
5c	Subventions et contributions	976 184 686	2 500 000	21 378 333	1 000 063 019
7b	Radiation des dettes de prêts à l'immigration	1 145 251	.....	.....	1 145 251
Total des crédits		1 571 897 919	411 794	28 039 695	1 600 349 408
<i>Total des postes législatifs</i>		<i>(146 850 677)</i>	<i>.....</i>	<i>(1 058 406)</i>	<i>(147 909 083)</i>
Total des dépenses budgétaires		1 425 047 242	411 794	26 981 289	1 452 440 325

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor – <http://www.tbs-sct.gc.ca>

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds pour l'Accord Canada-Québec relatif à l'immigration	Crédit 5c	20 601 000
Fonds pour réformer le Programme des travailleurs étrangers temporaires y compris la création du Programme de mobilité internationale (<i>poste horizontal</i>)	Crédit 1c	3 030 248
Fonds consacrés aux programmes de publicité gouvernementale (<i>poste horizontal</i>)	Crédit 1c	3 000 000
Fonds destinés à l'Institut pour la citoyenneté canadienne afin de stimuler le dialogue à l'échelle nationale et d'accroître la sensibilisation à l'égard de la citoyenneté canadienne	Crédit 5c	777 333
Fonds pour l'initiative de l'Entrée express (<i>Budget fédéral de 2014</i>)	Crédit 1c	631 114
Total des crédits à adopter		28 039 695
Total des crédits législatifs		(1 058 406)

Transferts

Transferts provenant d'autres organisations

Transfert d'Affaires étrangères, Commerce et Développement à Citoyenneté et Immigration pour le personnel d'Expérience internationale Canada travaillant dans les missions à l'étranger	Crédit 1c	1 654 040
Transfert de la Commission de l'immigration et du statut de réfugié à Citoyenneté et Immigration pour la fonction d'examen des risques avant renvoi	Crédit 1c	1 045 042
<i>Transferts à l'interne</i>		
Pour le nombre accru de réfugiés pris en charge par le gouvernement qui demandent de l'aide dans le cadre du Programme d'aide à la réinstallation	Crédit 1c	(2 500 000)
	Crédit 5c	2 500 000
Total		.....

Explication du besoin (dollars)

<i>Transferts à d'autres organisations</i>		
Transfert de Citoyenneté et Immigration à Services partagés Canada pour fournir un soutien au personnel du ministère travaillant dans des missions à l'étranger	Crédit 1c	(84 352)
Transfert de l'Agence des services frontaliers du Canada, du Service canadien du renseignement de sécurité, de Citoyenneté et Immigration et de la Défense nationale à Affaires étrangères, Commerce et Développement pour fournir un soutien au personnel du ministère travaillant dans des missions à l'étranger	Crédit 1c	(2 202 936)
Total des transferts		411 794
Total des dépenses budgétaires		27 393 083

Liste des paiements de transfert

	Budgets des dépenses à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Budgets des dépenses révisés
Subventions			
Subvention aux fins de l'Accord Canada-Québec sur l'immigration	319 967 000	20 601 000	340 568 000
Subvention à l'Institut pour la citoyenneté canadienne	.....	777 333	777 333
Contributions			
Aide à la réinstallation	54 922 768	2 500 000	57 422 768

Commission canadienne de sûreté nucléaire

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
<i>(dollars)</i>				
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1c Dépenses du Programme	39 782 087	167 264	1	39 949 352
Total des crédits	39 782 087	167 264	1	39 949 352
<i>Total des postes législatifs</i>	<i>95 059 029</i>	<i>.....</i>	<i>.....</i>	<i>95 059 029</i>
Total des dépenses budgétaires	134 841 116	167 264	1	135 008 381

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor – <http://www.tbs-sct.gc.ca>

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds pour autoriser les virements entre crédits	Crédit 1c	<u>1</u>
--	-----------	----------

Total des crédits à adopter

1

Transferts

Transferts provenant d'autres organisations

Transfert de Services partagés Canada à la Commission canadienne de sûreté nucléaire pour l'approvisionnement des logiciels relatifs aux appareils technologiques en milieu de travail	Crédit 1c	132 264
--	-----------	----------------

Transfert du Conseil de recherches en sciences humaines à la Commission canadienne de sûreté nucléaire pour rajuster les fonds destinés au soutien de la recherche effectuée par des étudiants dans le domaine nucléaire	Crédit 1c	35 000
--	-----------	---------------

Total des transferts		<u>167 264</u>
-----------------------------	--	-----------------------

Total des dépenses budgétaires		<u>167 265</u>
---------------------------------------	--	-----------------------

Conseil canadien des normes

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
<i>(dollars)</i>				
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1c Paiements versés au Conseil canadien des normes	11 729 000	.....	100 000	11 829 000
Total des dépenses budgétaires	11 729 000	.....	100 000	11 829 000

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor – <http://www.tbs-sct.gc.ca>

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds pour évaluer les obstacles techniques au commerce intérieur canadien	Crédit 1c	100 000
Total des crédits à adopter		100 000
Total des dépenses budgétaires		100 000

Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
		<i>(dollars)</i>		
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1c Dépenses du Programme	7 309 761	(35 543)	664 616	7 938 834
Total des crédits	7 309 761	(35 543)	664 616	7 938 834
<i>Total des postes législatifs</i>	<i>6 641 029</i>	<i>.</i>	<i>33 373</i>	<i>6 674 402</i>
Total des dépenses budgétaires	13 950 790	(35 543)	697 989	14 613 236

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor – <http://www.tbs-sct.gc.ca>

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds pour le Registre de communication avec les électeurs	Crédit 1c	664 616
--	-----------	----------------

Total des crédits à adopter		664 616
------------------------------------	--	----------------

<i>Total des crédits législatifs</i>		<i>33 373</i>
--------------------------------------	--	---------------

Transferts

Transferts à d'autres organisations

Transfert d'Affaires étrangères, Commerce et Développement et du Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes à Travaux publics et Services gouvernementaux pour la transformation de l'administration de la paye	Crédit 1c	(35 543)
---	-----------	-----------------

Total des transferts		(35 543)
-----------------------------	--	-----------------

Total des dépenses budgétaires		662 446
---------------------------------------	--	----------------

Conseil de recherches en sciences humaines

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
		<i>(dollars)</i>		
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1b Dépenses de fonctionnement	24 605 179	.....	.....	24 605 179
5c Subventions	689 333 072	(35 000)	1	689 298 073
Total des crédits	713 938 251	(35 000)	1	713 903 252
<i>Total des postes législatifs</i>	<i>2 585 910</i>	<i>.....</i>	<i>.....</i>	<i>2 585 910</i>
Total des dépenses budgétaires	716 524 161	(35 000)	1	716 489 162

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor – <http://www.tbs-sct.gc.ca>

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds pour autoriser l'inscription et le rajustement des subventions	Crédit 5c	1
Total des crédits à adopter		1

Transferts

Transferts à l'interne

Transfert du Programme d'innovation dans les collèges et la communauté (300 000 \$) à Subventions et bourses	Crédit 5c
--	-----------	-------

Transferts à d'autres organisations

Transfert du Conseil de recherches en sciences humaines à la Commission canadienne de sûreté nucléaire pour rajuster les fonds destinés au soutien de la recherche effectuée par des étudiants dans le domaine nucléaire	Crédit 5c	(35 000)
--	-----------	-----------------

Total des transferts **(35 000)**

Total des dépenses budgétaires **(34 999)**

Liste des paiements de transfert

	Budgets des dépenses à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses <i>(dollars)</i>	Budgets des dépenses révisés
Subventions			
Subventions et bourses	253 919 881	300 001	254 219 882

Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
<i>(dollars)</i>				
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1b	Dépenses de fonctionnement	45 767 548	.....	45 767 548
5c	Subventions	1 038 039 017	461 174	1 038 500 192
Total des crédits		1 083 806 565	461 174	1 084 267 740
<i>Total des postes législatifs</i>		<i>4 956 534</i>	<i>.....</i>	<i>4 956 534</i>
Total des dépenses budgétaires		1 088 763 099	461 174	1 089 224 274

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor – <http://www.tbs-sct.gc.ca>

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds pour autoriser l'inscription et le rajustement des subventions	Crédit 5c	1
--	-----------	----------

Total des crédits à adopter		1
------------------------------------	--	----------

Transferts

Transferts provenant d'autres organisations

Transfert de la Défense nationale au Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie pour appuyer des projets de subvention de recherche conjoints	Crédit 5c	461 174
---	-----------	----------------

Total des transferts		461 174
-----------------------------	--	----------------

Total des dépenses budgétaires		461 175
---------------------------------------	--	----------------

Liste des paiements de transfert

	Budgets des dépenses à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses <i>(dollars)</i>	Budgets des dépenses révisés
Subventions			
Subventions et bourses	862 569 023	461 175	863 030 198

Conseil national de recherches du Canada

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
		<i>(dollars)</i>		
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1b Dépenses de fonctionnement	451 205 100	(1 793 774)	.....	449 411 326
5b Dépenses en capital	32 148 263	.....	.....	32 148 263
10c Subventions et contributions	281 264 328	1 793 774	1	283 058 103
Total des crédits	764 617 691	.....	1	764 617 692
<i>Total des postes législatifs</i>	<i>241 660 510</i>	<i>.....</i>	<i>(43 400 000)</i>	<i>198 260 510</i>
Total des dépenses budgétaires	1 006 278 201	.....	(43 399 999)	962 878 202

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor – <http://www.tbs-sct.gc.ca>

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds pour autoriser les virements entre crédits Crédit 10c 1

Total des crédits à adopter **1**

Total des crédits législatifs *(43 400 000)*

Transferts

Transferts à l'interne

Pour le financement du Programme des observatoires astronomiques Crédit 1b (1 793 774)

internationaux Crédit 10c 1 793 774

Total

Total des transferts **.....**

Total des dépenses budgétaires **(43 399 999)**

Liste des paiements de transfert

	Budgets des dépenses à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses <i>(dollars)</i>	Budgets des dépenses révisés
Contributions			
Contributions au Programme des observatoires astronomiques internationaux	10 000 000	1 793 775	11 793 775

Conseil privé

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
		<i>(dollars)</i>		
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1c Dépenses du Programme	111 514 662	.....	2 232 365	113 747 027
Total des crédits	111 514 662	.....	2 232 365	113 747 027
<i>Total des postes législatifs</i>	<i>12 972 063</i>	<i>.....</i>	<i>370 614</i>	<i>13 342 677</i>
Total des dépenses budgétaires	124 486 725	.....	2 602 979	127 089 704

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor – <http://www.tbs-sct.gc.ca>

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds pour les opérations du Secrétariat canadien du Conseil de coopération Canada-États-Unis en matière de réglementation	Crédit 1c	1 508 930
Fonds pour le Carrefour central d'innovation	Crédit 1c	723 435
Total des crédits à adopter		2 232 365
<i>Total des crédits législatifs</i>		<i>370 614</i>
Total des dépenses budgétaires		2 602 979

Défense nationale

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour	
		Transferts	Rajustements		
<i>(dollars)</i>					
Dépenses budgétaires					
Crédits					
1c	Dépenses de fonctionnement	13 671 149 934	(1 303 589)	143 330 098	13 813 176 443
5b	Dépenses en capital	4 836 758 282	(1 200 500)	.....	4 835 557 782
10b	Subventions et contributions	178 764 886	.....	.....	178 764 886
Total des crédits		18 686 673 102	(2 504 089)	143 330 098	18 827 499 111
<i>Total des postes législatifs</i>		<i>1 242 734 352</i>	<i>.....</i>	<i>1 471 074</i>	<i>1 244 205 426</i>
Total des dépenses budgétaires		19 929 407 454	(2 504 089)	144 801 172	20 071 704 537

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor – <http://www.tbs-sct.gc.ca>

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds liés au soutien militaire pour les opérations à l'étranger	Crédit 1c	138 123 926
Fonds consacrés aux programmes de publicité gouvernementale (<i>poste horizontal</i>)	Crédit 1c	3 000 000
Fonds pour les activités d'assainissement de l'environnement sur le site du projet de construction de l'École du génie électrique et mécanique	Crédit 1c	1 753 004
Réinvestissement des redevances de la propriété intellectuelle	Crédit 1c	453 168
Total des crédits à adopter		143 330 098
Total des crédits législatifs		1 471 074

Transferts

Transferts à d'autres organisations

Transfert de la Défense nationale à Services partagés Canada pour les rénovations du gymnase au Collège militaire royal	Crédit 1c	(12 360)
Transfert de l'Agence des services frontaliers du Canada, du Service canadien du renseignement de sécurité, de Citoyenneté et Immigration et de la Défense nationale à Affaires étrangères, Commerce et Développement pour fournir un soutien au personnel du ministère travaillant dans des missions à l'étranger	Crédit 5b	(42 500)
Transfert de la Défense nationale au Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie pour appuyer des projets de subvention de recherche conjoints	Crédit 1c	(461 174)
Transfert de la Défense nationale au Centre de la sécurité des télécommunications pour un transfert permanent de deux générateurs à la Base des Forces canadiennes Trenton	Crédit 5b	(600 000)

Explication du besoin (dollars)

Transfert de la Défense nationale à Services partagés Canada pour les télécommunications et les coûts en capital pour le projet Mercury Global	Crédit 1c	(830 055)
	Crédit 5b	(558 000)
Total		(1 388 055)
Total des transferts		(2 504 089)
Total des dépenses budgétaires		142 297 083

Emploi et Développement social

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour	
		Transferts	Rajustements		
<i>(dollars)</i>					
Dépenses budgétaires					
Crédits					
1c	Dépenses de fonctionnement	610 371 221	(2 462 043)	19 633 255	627 542 433
5b	Subventions et contributions	1 755 397 995	.....	.....	1 755 397 995
7c	Radiation de dettes – Prêts canadiens aux étudiants	.....	.....	294 647 678	294 647 678
Total des crédits		2 365 769 216	(2 462 043)	314 280 933	2 677 588 106
<i>Total des postes législatifs</i>		<i>49 880 499 465</i>	<i>.....</i>	<i>(323 884 733)</i>	<i>49 556 614 732</i>
Total des dépenses budgétaires		52 246 268 681	(2 462 043)	(9 603 800)	52 234 202 838
Dépenses non budgétaires					
<i>Total des postes législatifs</i>		<i>779 981 475</i>	<i>.....</i>	<i>46 301 814</i>	<i>826 283 289</i>
Total des dépenses non budgétaires		779 981 475	.....	46 301 814	826 283 289

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor – <http://www.tbs-sct.gc.ca>

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds pour la radiation de dettes dues à la Couronne pour des prêts canadiens aux étudiants irrécouvrables	Crédit 7c	294 647 678
--	-----------	--------------------

Fonds pour réformer le Programme des travailleurs étrangers temporaires y compris la création du Programme de mobilité internationale (<i>poste horizontal</i>)	Crédit 1c	19 633 255
---	-----------	-------------------

Total des crédits à adopter		314 280 933
------------------------------------	--	--------------------

<i>Total des crédits législatifs</i>		<i>(323 884 733)</i>
--------------------------------------	--	----------------------

Transferts

Transferts à d'autres organisations

Transfert d'Emploi et Développement social à Services partagés Canada pour des espaces pour la gestion des locaux et les centres de données	Crédit 1c	(2 462 043)
---	-----------	--------------------

Total des transferts		(2 462 043)
-----------------------------	--	--------------------

Total des dépenses budgétaires		(12 065 843)
---------------------------------------	--	---------------------

Dépenses non budgétaires

<i>Total des crédits législatifs</i>		<i>46 301 814</i>
--------------------------------------	--	-------------------

Total des dépenses non budgétaires		46 301 814
---	--	-------------------

Environnement

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
<i>(dollars)</i>				
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1c	Dépenses de fonctionnement	744 022 531	6 489 324	750 511 855
5c	Dépenses en capital	66 263 518	720 000	66 983 518
10c	Subventions et contributions	132 280 665	34 559	132 315 225
Total des crédits		942 566 714	7 209 325	949 810 598
<i>Total des postes législatifs</i>		<i>94 918 053</i>	<i>888 040</i>	<i>95 806 093</i>
Total des dépenses budgétaires		1 037 484 767	8 097 365	1 045 616 691

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor – <http://www.tbs-sct.gc.ca>

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds pour poursuivre l'établissement et l'application de règlements dans le cadre du Programme de réglementation de la qualité de l'air (<i>Budget fédéral de 2013</i>)	Crédit 1c	4 947 495
--	-----------	------------------

Fonds pour renforcer le régime canadien de prévention, de préparation et d'intervention au regard des déversements d'hydrocarbures en milieu marin (<i>poste horizontal</i>)	Crédit 1c	1 541 829
	Crédit 5c	720 000

Total		2 261 829
-------	--	------------------

Fonds pour autoriser les virements entre crédits	Crédit 10c	1
--	------------	----------

Total des crédits à adopter		7 209 325
------------------------------------	--	------------------

Total des crédits législatifs		888 040
--------------------------------------	--	----------------

Transferts

Transferts provenant d'autres organisations

Transfert de Pêches et Océans à Environnement pour appuyer la participation des Autochtones à des activités visant à protéger les espèces terrestres en péril dans le cadre de la <i>Loi sur les espèces en péril</i>	Crédit 10c	34 559
---	------------	---------------

Total des transferts		34 559
-----------------------------	--	---------------

Total des dépenses budgétaires		8 131 924
---------------------------------------	--	------------------

Liste des paiements de transfert

	Budgets des dépenses à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses <i>(dollars)</i>	Budgets des dépenses révisés
Contributions			
Contributions à l'appui de Biodiversité – Espèces sauvages et habitats	24 797 534	34 559	24 832 093

Finances

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
<i>(dollars)</i>				
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1c	Dépenses de fonctionnement	120 501 818	..... 4 692 664	125 194 482
5	Subventions et contributions	5 035 000	.....	5 035 000
6b	Autorisation pour le montant de l'aide en paiements directs à l'Association internationale de développement conformément à la <i>Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes</i>	1	.....	1
8b	Pour modifier le paragraphe 295(1) de la <i>Loi d'exécution du budget de 2009</i>	1	.....	1
9c	Pour modifier le paragraphe 14(1) de la <i>Loi sur le Bureau de transition vers un régime canadien de réglementation des valeurs mobilières</i>	.....	..... 1	1
Total des crédits		125 536 820	..... 4 692 665	130 229 485
<i>Total des postes législatifs</i>		<i>87 830 174 904</i>	<i>..... (934 918 613)</i>	<i>86 895 256 291</i>
Total des dépenses budgétaires		87 955 711 724	..... (930 225 948)	87 025 485 776
Dépenses non budgétaires				
Crédits				
L10b	Autorisation pour le montant de billets à vue à l'Association internationale de développement conformément à la <i>Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes</i>	2	.....	2
Total des crédits		2	.....	2
<i>Total des postes législatifs</i>		<i>.....</i>	<i>..... 200 000 000</i>	<i>200 000 000</i>
Total des dépenses non budgétaires		2	..... 200 000 000	200 000 002

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor – <http://www.tbs-sct.gc.ca>

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds consacrés aux programmes de publicité gouvernementale (<i>poste horizontal</i>)	Crédit 1c	3 500 000
Fonds pour exercer les responsabilités inhérentes à l'harmonisation des taxes de vente	Crédit 1c	847 100
Fonds pour l'initiative touchant les régimes à prestations cibles	Crédit 1c	345 564
Fonds pour autoriser l'inclusion et le rajustement d'une autorisation intégrée au libellé d'un crédit	Crédit 9c	1

Explication du besoin (dollars)

Total des crédits à adopter	4 692 665
<i>Total des crédits législatifs</i>	<i>(934 918 613)</i>
Total des dépenses budgétaires	(930 225 948)
<hr/>	
Dépenses non budgétaires	
<i>Total des crédits législatifs</i>	<i>200 000 000</i>
Total des dépenses non budgétaires	200 000 000

Instituts de recherche en santé du Canada

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
		<i>(dollars)</i>		
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1 Dépenses de fonctionnement	49 430 784	.....	.....	49 430 784
5c Subventions	946 200 961	(2 000 000)	16 000 000	960 200 961
Total des crédits	995 631 745	(2 000 000)	16 000 000	1 009 631 745
<i>Total des postes législatifs</i>	<i>5 696 142</i>	<i>.....</i>	<i>.....</i>	<i>5 696 142</i>
Total des dépenses budgétaires	1 001 327 887	(2 000 000)	16 000 000	1 015 327 887

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor – <http://www.tbs-sct.gc.ca>

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds pour appuyer l'expansion de la Stratégie de recherche axée sur le patient du Canada et la mise sur pied du Consortium canadien en neurodégénérescence associée au vieillissement (<i>Budget fédéral de 2014</i>)	Crédit 5c	10 000 000
--	-----------	-------------------

Fonds pour des initiatives de préparation et d'intervention contre la maladie à virus Ebola afin de protéger les Canadiens au pays et à l'étranger (<i>poste horizontal</i>)	Crédit 5c	5 000 000
--	-----------	------------------

Fonds pour prévenir l'abus de médicaments d'ordonnance (<i>Budget fédéral de 2014</i>) (<i>poste horizontal</i>)	Crédit 5c	1 000 000
--	-----------	------------------

Total des crédits à adopter		16 000 000
------------------------------------	--	-------------------

Transferts

Transferts à d'autres organisations

Transfert des Instituts de recherche en santé du Canada au Centre de recherches pour le développement international pour appuyer des essais cliniques d'un vaccin expérimental contre le virus Ebola	Crédit 5c	(2 000 000)
--	-----------	--------------------

Total des transferts		(2 000 000)
-----------------------------	--	--------------------

Total des dépenses budgétaires		14 000 000
---------------------------------------	--	-------------------

Liste des paiements de transfert

	Budgets des dépenses à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses <i>(dollars)</i>	Budgets des dépenses révisés
Subventions			
Subventions pour les projets de recherche et le soutien du personnel	856 567 615	14 000 000	870 567 615

Musée national des sciences et de la technologie

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
<i>(dollars)</i>				
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1c Paiements au Musée national des sciences et de la technologie à l'égard des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital	26 865 056	.....	6 279 080	33 144 136
Total des dépenses budgétaires	26 865 056	.....	6 279 080	33 144 136

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor – <http://www.tbs-sct.gc.ca>

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds pour l'assainissement et la remise en état de l'édifice du Musée des sciences et de la technologie du Canada	Crédit 1c	6 279 080
--	-----------	------------------

Total des crédits à adopter	6 279 080
------------------------------------	------------------

Total des dépenses budgétaires	6 279 080
---------------------------------------	------------------

Patrimoine canadien

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour	
		Transferts	Rajustements		
<i>(dollars)</i>					
Dépenses budgétaires					
Crédits					
1c	Dépenses de fonctionnement	189 263 062	(1 600 000)	1 500 000	189 163 062
5c	Subventions et contributions	1 273 012 956	.....	497 798	1 273 510 754
Total des crédits		1 462 276 018	(1 600 000)	1 997 798	1 462 673 816
<i>Total des postes législatifs</i>		<i>24 043 420</i>	<i>.....</i>	<i>.....</i>	<i>24 043 420</i>
Total des dépenses budgétaires		1 486 319 438	(1 600 000)	1 997 798	1 486 717 236

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor – <http://www.tbs-sct.gc.ca>

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds consacrés aux programmes de publicité gouvernementale (<i>poste horizontale</i>)	Crédit 1c	1 500 000
--	-----------	------------------

Fonds pour le versement d'une subvention à la Fondation Michaëlle Jean visant la promotion des arts, de la créativité et de la participation communautaire dans le cadre du legs de la gouverneure générale	Crédit 5c	497 798
---	-----------	----------------

Total des crédits à adopter		1 997 798
------------------------------------	--	------------------

Transferts

Transferts à d'autres organisations

Transfert de Patrimoine canadien à la Société du Centre national des Arts pour les coûts de mise sur pied du festival Scène Ontario visant à mettre en valeur la communauté artistique, à créer de nouveaux marchés et à favoriser le tourisme culturel	Crédit 1c	(600 000)
---	-----------	------------------

Transfert de Patrimoine canadien à Bibliothèque et Archives du Canada en soutien à la publication d'une nouvelle collection intitulée « Cent histoires canadiennes de la Première Guerre mondiale » et la numérisation de documents relatifs à la Première Guerre mondiale	Crédit 1c	(1 000 000)
--	-----------	--------------------

Total des transferts		(1 600 000)
-----------------------------	--	--------------------

Total des dépenses budgétaires		397 798
---------------------------------------	--	----------------

Liste des paiements de transfert

	Budgets des dépenses à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses	Budgets des dépenses révisés
<i>(dollars)</i>			
Subventions			
Subvention à la Fondation Michaëlle Jean	497 798	497 798

Pêches et Océans

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour	
		Transferts	Rajustements		
<i>(dollars)</i>					
Dépenses budgétaires					
Crédits					
1c	Dépenses de fonctionnement	1 164 685 430	(423 076)	22 814 262	1 187 076 616
5b	Dépenses en capital	486 379 801	.....	.....	486 379 801
10c	Subventions et contributions	90 971 449	388 517	150 000	91 509 966
Total des crédits		1 742 036 680	(34 559)	22 964 262	1 764 966 383
<i>Total des postes législatifs</i>		<i>121 985 994</i>	<i>.....</i>	<i>403 550</i>	<i>122 389 544</i>
Total des dépenses budgétaires		1 864 022 674	(34 559)	23 367 812	1 887 355 927

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor – <http://www.tbs-sct.gc.ca>

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds pour les coûts supplémentaires en carburant de la Garde côtière canadienne	Crédit 1c	16 000 000
Fonds pour renforcer le régime canadien de prévention, de préparation et d'intervention au regard des déversements d'hydrocarbures en milieu marin (<i>poste horizontal</i>)	Crédit 1c Crédit 10c	4 272 961 150 000
Total		4 422 961
Réinvestissement des recettes provenant de la vente ou du transfert de biens immobiliers	Crédit 1c	2 500 000
Réinvestissement des recettes versées par des pollueurs ou de la Caisse d'indemnisation des dommages dus à la pollution par les hydrocarbures causée par les navires pour les coûts de dépollution à la suite de déversement de pétrole	Crédit 1c	41 301
Total des crédits à adopter		22 964 262
Total des crédits législatifs		403 550
Transferts		
<i>Transferts à l'interne</i>		
Pour appuyer des projets dans le cadre du Programme de subventions à des catégories de ports pour petits bateaux	Crédit 1c Crédit 10c	(423 076) 423 076
Total		.....
<i>Transferts à d'autres organisations</i>		
Transfert de Pêches et Océans à Environnement pour appuyer la participation des Autochtones à des activités visant à protéger les espèces terrestres en péril dans le cadre de la <i>Loi sur les espèces en péril</i>	Crédit 10c	(34 559)
Total des transferts		(34 559)
Total des dépenses budgétaires		23 333 253

Liste des paiements de transfert

	Budgets des dépenses à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses <i>(dollars)</i>	Budgets des dépenses révisés
Subventions			
Programme de subvention globale pour la disposition de ports pour petits bateaux	500 000	423 076	923 076
Contributions			
Contributions à l'appui du Programme de contribution à la recherche universitaire afin de soutenir le perfectionnement et la recherche universitaire relativement aux priorités scientifiques	1 472 800	150 000	1 622 800

Ressources naturelles

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour	
		Transferts	Rajustements		
<i>(dollars)</i>					
Dépenses budgétaires					
Crédits					
1b	Dépenses de fonctionnement	915 223 137	(2 000 000)	.....	913 223 137
5c	Dépenses en capital	16 280 074	2 000 000	1	18 280 075
10b	Subventions et contributions	450 039 000	.....	.....	450 039 000
Total des crédits		1 381 542 211	.....	1	1 381 542 212
<i>Total des postes législatifs</i>		<i>1 428 475 582</i>	<i>.....</i>	<i>.....</i>	<i>1 428 475 582</i>
Total des dépenses budgétaires		2 810 017 793	.....	1	2 810 017 794

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor – <http://www.tbs-sct.gc.ca>

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds pour autoriser les virements entre crédits	Crédit 5c	<u>1</u>
--	-----------	----------

Total des crédits à adopter

1

Transferts

Transferts à l'interne

Pour l'application d'une définition commune du crédit pour dépenses en capital	Crédit 1b	(2 000 000)
	Crédit 5c	2 000 000

Total
-------	-------

Total des transferts

.....

Total des dépenses budgétaires

1

Santé**Sommaire de l'organisation**

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
<i>(dollars)</i>				
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1b	Dépenses de fonctionnement	1 846 148 683	(19 540 204)	1 826 608 479
5b	Dépenses en capital	35 926 781	.....	35 926 781
10c	Subventions et contributions	1 733 731 833	19 536 500	1 755 536 333
Total des crédits		3 615 807 297	(3 704)	3 618 071 593
<i>Total des postes législatifs</i>		<i>168 115 123</i>	<i>.....</i>	<i>168 115 123</i>
Total des dépenses budgétaires		3 783 922 420	(3 704)	3 786 186 716

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor – <http://www.tbs-sct.gc.ca>

Explication du besoin (dollars)**Dépenses budgétaires****Crédits à adopter**

Fonds pour prévenir l'abus de médicaments d'ordonnance (<i>Budget fédéral de 2014</i>) (<i>poste horizontal</i>)	Crédit 10c	2 268 000
--	------------	------------------

Total des crédits à adopter		2 268 000
------------------------------------	--	------------------

Transferts*Transferts à l'interne*

Pour continuer à soutenir la mise en œuvre de la Convention de règlement relative aux pensionnats indiens	Crédit 1b	(2 536 500)
	Crédit 10c	2 536 500

Total	
-------	--	-------

Pour soutenir davantage la prestation de divers services et l'exécution de divers programmes par les Premières Nations et les Inuits	Crédit 1b	(17 000 000)
	Crédit 10c	17 000 000

Total	
-------	--	-------

Transferts à d'autres organisations

Transfert de Service correctionnel du Canada et de Santé à Services partagés Canada pour l'espace des centres de données	Crédit 1b	(3 704)
--	-----------	----------------

Total des transferts		(3 704)
-----------------------------	--	----------------

Total des dépenses budgétaires		2 264 296
---------------------------------------	--	------------------

Liste des paiements de transfert

	Budgets des dépenses à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses <i>(dollars)</i>	Budgets des dépenses révisés
Contributions			
Contributions au soutien à l'infrastructure de la santé des Premières Nations et des Inuits	577 520 653	17 000 000	594 520 653
Contributions aux soins de santé primaires des Premières Nations et des Inuits	645 872 454	4 704 500	650 576 954
Contribution à l'Institut canadien d'information sur la santé	77 658 979	100 000	77 758 979

Secrétariat du Conseil du Trésor

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
<i>(dollars)</i>				
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1a	Dépenses du Programme	315 655 712	.....	315 655 712
5	Éventualités du gouvernement	750 000 000	.....	750 000 000
10	Initiatives pangouvernementales	103 000	.....	103 000
15b	Rajustements à la rémunération	.....	.....	.....
20c	Assurances de la fonction publique	2 260 002 208	..... 246 132 199	2 506 134 407
25	Report du budget de fonctionnement	460 111 826	.....	460 111 826
30c	Besoins en matière de rémunération	1 297 976 726	..... 400 000 000	1 697 976 726
33	Report du budget des dépenses en capital	137 334 311	.....	137 334 311
Total des crédits		5 221 183 783	..... 646 132 199	5 867 315 982
<i>Total des postes législatifs</i>		<i>470 514 473</i>	<i>.....</i>	<i>470 514 473</i>
Total des dépenses budgétaires		5 691 698 256	..... 646 132 199	6 337 830 455

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor – <http://www.tbs-sct.gc.ca>

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Besoin en matière de rémunération – Fonds pour des affectations aux ministères et aux organismes admissibles pour le versement des indemnités de départ accumulées	Crédit 30c	400 000 000
Fonds pour combler le manque à gagner au titre du Régime d'assurance-revenu militaire	Crédit 20c	196 250 000
Fonds pour soutenir la mise en œuvre des récentes modifications apportées aux prestations du Régime de soins de santé de la fonction publique	Crédit 20c	49 882 199
Total des crédits à adopter		646 132 199
Total des dépenses budgétaires		646 132 199

Sénat**Sommaire de l'organisation**

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
<i>(dollars)</i>				
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1c Dépenses du Programme	57 532 359	.....	900 000	58 432 359
Total des crédits	57 532 359	.....	900 000	58 432 359
<i>Total des postes législatifs</i>	<i>33 952 818</i>	<i>.....</i>	<i>.....</i>	<i>33 952 818</i>
Total des dépenses budgétaires	91 485 177	.....	900 000	92 385 177

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor – <http://www.tbs-sct.gc.ca>

Explication du besoin (dollars)**Dépenses budgétaires****Crédits à adopter**

Renforcement de la sécurité	Crédit 1c	900 000
Total des crédits à adopter		900 000
Total des dépenses budgétaires		900 000

Services partagés Canada

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
		<i>(dollars)</i>		
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1c Dépenses de fonctionnement	1 281 017 463	5 082 465	5 733 840	1 291 833 768
5c Dépenses en capital	253 781 564	558 000	28 551 260	282 890 824
Total des crédits	1 534 799 027	5 640 465	34 285 100	1 574 724 592
<i>Total des postes législatifs</i>	<i>98 252 416</i>	<i>.....</i>	<i>.....</i>	<i>98 252 416</i>
Total des dépenses budgétaires	1 633 051 443	5 640 465	34 285 100	1 672 977 008

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor – <http://www.tbs-sct.gc.ca>

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds pour l'établissement d'une nouvelle infrastructure sécuritaire pour la technologie de l'information et des télécommunications pour le Conseil national de recherche du Canada	Crédit 1c	4 500 000
	Crédit 5c	27 963 000
Total		32 463 000
Fonds pour les coûts supplémentaires liés à la prestation des services essentiels de technologie de l'information aux ministères et organismes clients	Crédit 1c	1 233 840
	Crédit 5c	588 260
Total		1 822 100
Total des crédits à adopter		34 285 100

Transferts

Transferts provenant d'autres organisations

Transfert d'Emploi et Développement social à Services partagés Canada pour des espaces pour la gestion des locaux et les centres de données	Crédit 1c	2 462 043
Transfert de Travaux publics et Services gouvernementaux à Services partagés Canada pour la consolidation des centres de données	Crédit 1c	1 799 287
Transfert de la Défense nationale à Services partagés Canada pour les télécommunications et les coûts en capital pour le projet Mercury Global	Crédit 1c	830 055
	Crédit 5c	558 000
Total		1 388 055
Transfert de Citoyenneté et Immigration à Services partagés Canada pour fournir un soutien au personnel du ministère travaillant dans des missions à l'étranger	Crédit 1c	84 352
Transfert de Service correctionnel du Canada et de Santé à Services partagés Canada pour l'espace des centres de données	Crédit 1c	26 632
Transfert de la Défense nationale à Services partagés Canada pour les rénovations du gymnase au Collège militaire royal	Crédit 1c	12 360

Explication du besoin (dollars)

<i>Transferts à d'autres organisations</i>		
Transfert de Services partagés Canada à la Commission canadienne de sûreté nucléaire pour l'approvisionnement des logiciels relatifs aux appareils technologiques en milieu de travail	Crédit 1c	(132 264)
Total des transferts		<hr/> 5 640 465
Total des dépenses budgétaires		<hr/> 39 925 565

Société du Centre national des Arts

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
<i>(dollars)</i>				
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1c Paiements à la Société du Centre national des Arts à l'égard des dépenses de fonctionnement	34 372 720	600 000	1	34 972 721
Total des dépenses budgétaires	34 372 720	600 000	1	34 972 721

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor – <http://www.tbs-sct.gc.ca>

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds pour autoriser les virements entre crédits	Crédit 1c	1
--	-----------	----------

Total des crédits à adopter

1

Transferts

Transferts provenant d'autres organisations

Transfert de Patrimoine canadien à la Société du Centre national des Arts pour les coûts de mise sur pied du festival Scène Ontario visant à mettre en valeur la communauté artistique, à créer de nouveaux marchés et à favoriser le tourisme culturel	Crédit 1c	600 000
---	-----------	----------------

Total des transferts

600 000

Total des dépenses budgétaires

600 001

Transports

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
<i>(dollars)</i>				
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1c	Dépenses de fonctionnement	598 270 145	5 327 913	603 598 058
5b	Dépenses en capital	229 799 910		229 799 910
10c	Subventions et contributions	778 474 907	1	778 474 908
Total des crédits		1 606 544 962	5 327 914	1 611 872 876
<i>Total des postes législatifs</i>		<i>262 296 373</i>	<i>272 428</i>	<i>262 568 801</i>
Total des dépenses budgétaires		1 868 841 335	5 600 342	1 874 441 677

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor – <http://www.tbs-sct.gc.ca>

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds pour renforcer le régime canadien de prévention, de préparation et d'intervention au regard des déversements d'hydrocarbures en milieu marin (<i>poste horizontal</i>)	Crédit 1c	5 327 913
--	-----------	------------------

Fonds pour autoriser l'inscription et le rajustement des subventions	Crédit 10c	1
--	------------	----------

Total des crédits à adopter **5 327 914**

Total des crédits législatifs *272 428*

Transferts

Transferts à l'interne

Réaffectation des ressources pour contributions aux subventions (27 350 \$) en appui à l'initiative en matière de transports propres	Crédit 10c
--	------------	-------

Total des transferts **.....**

Total des dépenses budgétaires **5 600 342**

Liste des paiements de transfert

	Budgets des dépenses à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses <i>(dollars)</i>	Budgets des dépenses révisés
Subventions			
Subventions à l'appui des initiatives en matière de transports propres	250 000	27 350	277 350

Travaux publics et Services gouvernementaux

Sommaire de l'organisation

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
		<i>(dollars)</i>		
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1c Dépenses de fonctionnement	1 653 068 235	1 824 971	49 789 150	1 704 682 356
5b Dépenses en capital	1 158 489 653	.....	.....	1 158 489 653
Total des crédits	2 811 557 888	1 824 971	49 789 150	2 863 172 009
<i>Total des postes législatifs</i>	<i>118 088 514</i>	<i>.....</i>	<i>.....</i>	<i>118 088 514</i>
Total des dépenses budgétaires	2 929 646 402	1 824 971	49 789 150	2 981 260 523

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor – <http://www.tbs-sct.gc.ca>

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds pour l'augmentation des dépenses non discrétionnaires liées aux services d'acceptation des cartes de crédit du receveur général et aux frais d'affranchissement	Crédit 1c	17 421 103
Réinvestissement des revenus provenant de la vente ou du transfert de biens immobiliers	Crédit 1c	16 462 608
Fonds pour les coûts de locaux liés à l'administration des pensions de retraite	Crédit 1c	8 671 442
Fonds pour des obligations environnementales et d'autres obligations liées à l'ancienne Société d'expansion du Cap-Breton	Crédit 1c	4 922 011
Fonds pour les projets de rénovation des immeubles de la Cité parlementaire	Crédit 1c	2 311 986
Total des crédits à adopter		49 789 150
Transferts		
<i>Transferts provenant d'autres organisations</i>		
Transfert de l'Agence Parcs Canada à Travaux publics et Services gouvernementaux concernant le Plan d'action pour les sites contaminés fédéraux	Crédit 1c	3 500 000
Transfert d'Affaires étrangères, Commerce et Développement et du Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes à Travaux publics et Services gouvernementaux pour la transformation de l'administration de la paye	Crédit 1c	134 785
<i>Transferts à d'autres organisations</i>		
Transfert de Travaux publics et Services gouvernementaux au Centre de la sécurité des télécommunications pour le remboursement des fonds destinés à la transformation de l'administration de la paye	Crédit 1c	(10 527)
Transfert de Travaux publics et Services gouvernementaux à Services partagés Canada pour la consolidation des centres de données	Crédit 1c	(1 799 287)

Explication du besoin (dollars)

Total des transferts	1 824 971
Total des dépenses budgétaires	51 614 121

Budget supplémentaire des dépenses (C) 2014-2015

Annexe

Postes devant être inclus dans les annexes proposées au
projet de loi de crédits

Postes devant être inclus dans l'annexe 1 proposée au projet de loi de crédits

(pour l'exercice se terminant le 31 mars 2015)

N° du crédit	Postes	Montant (\$)	Total (\$)
	AFFAIRES ÉTRANGÈRES, COMMERCE ET DÉVELOPPEMENT		
1c	Affaires étrangères, Commerce et Développement – Dépenses de fonctionnement, y compris, celles liées à la nomination de représentants du Canada à l'étranger, à leur personnel, et aux Canadiens affectés par le gouvernement canadien au personnel d'organismes internationaux et autorisation de faire des avances recouvrables jusqu'à concurrence de la valeur des actions détenues au sein de ces organismes; dépenses relatives aux locaux de l'Organisation de l'aviation civile internationale; dépenses recouvrables aux fins d'aide aux citoyens canadiens et résidents canadiens domiciliés hors du Canada, y compris les personnes à leur charge, qui sont dans le besoin à l'étranger et rapatriement de ces personnes; et, conformément au paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser les recettes perçues au cours d'un exercice pour compenser les dépenses connexes survenues au cours de l'exercice pour : des services de formation offerts par l'Institut canadien du service extérieur; les foires commerciales et de l'éducation, les missions commerciales et d'autres services de développement du commerce international; des services de développement des investissements; des services de télécommunication internationale; des publications ministérielles; d'autres services fournis à l'étranger à d'autres ministères, à des organismes, à des sociétés d'État et à d'autres organisations non fédérales; des services consulaires spécialisés; et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses et pour prévoir un montant supplémentaire de	51 076 600	
5c	Affaires étrangères, Commerce et Développement – Dépenses en capital – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses	1	
10c	Affaires étrangères, Commerce et Développement – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions, y compris les paiements à d'autres fins précisées et y compris la fourniture de biens et de services aux fins : d'aide en matière de sécurité internationale, d'aide au développement international, d'aide humanitaire internationale, d'aide à la paix mondiale, et de la promotion du commerce et de l'investissement	238 926 995	
15c	Paiements au titre des programmes de pension, d'assurance et de sécurité sociale ou d'autres ententes pour les employés recrutés sur place à l'extérieur du Canada, ou au titre de l'administration de ces programmes ou conventions, y compris les primes, les contributions, les paiements d'avantages, les frais et les autres dépenses engagées à l'égard des employés recrutés sur place à l'extérieur du Canada et pour les autres personnes que le Conseil du Trésor décidera	1 753 339	
			291 756 935
	AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN		
1c	Affaires indiennes et du Nord canadien – Dépenses de fonctionnement et : a) conformément au paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser les recettes perçues au cours d'un exercice pour la prestation de services de soutien internes à d'autres organisations pour compenser les dépenses connexes survenues au cours de l'exercice; b) dépenses ayant trait aux ouvrages, bâtiments et matériel, et dépenses et	1 116 055	

N° du crédit	Postes	Montant (\$)	Total (\$)
	AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN <i>(suite et fin)</i>		
	dépenses recouvrables relativement aux services fournis et aux travaux effectués sur des propriétés n'appartenant pas au gouvernement fédéral;		
	c) autorisation d'affecter des fonds, dans le cadre des activités de progrès économique des Indiens et des Inuits, pour assurer le développement de la capacité des Indiens et des Inuits, et pour l'approvisionnement en matériaux et en matériel;		
	d) autorisation de vendre l'électricité aux consommateurs particuliers qui vivent dans des centres éloignés et qui ne peuvent pas compter sur les sources locales d'approvisionnement, conformément aux conditions approuvées par le gouverneur en conseil;		
	e) le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an		
10c	Affaires indiennes et du Nord canadien – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	114 640 722	
			115 756 777
	AGENCE CANADIENNE D'INSPECTION DES ALIMENTS		
1c	Agence canadienne d'inspection des aliments – Dépenses de fonctionnement et contributions		34 764 879
	AGENCE DE LA SANTÉ PUBLIQUE DU CANADA		
1c	Agence de la santé publique du Canada – Dépenses de fonctionnement et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation d'affecter les recettes pour compenser les dépenses engagées au cours de l'exercice pour la vente de produits, les services d'inspection et la prestation de services de soutien internes à d'autres organisations		23 301 326
	AGENCE DE PROMOTION ÉCONOMIQUE DU CANADA ATLANTIQUE		
1c	Agence de promotion économique du Canada atlantique – Dépenses de fonctionnement et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an	35 962	
5c	Agence de promotion économique du Canada atlantique – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	179 398	
			215 360
	AUTORITÉ DU PONT WINDSOR-DÉTROIT		
3c	Paiements à l'Autorité du pont Windsor-Détroit pour l'exécution de son mandat conformément à ses lettres patentes et l'accord sur le passage Canada-Michigan		2 403 354
	BIBLIOTHÈQUE DU PARLEMENT		
1c	Bibliothèque du Parlement – Dépenses du Programme, y compris l'autorisation de dépenser les recettes produites durant l'exercice provenant des activités de la Bibliothèque du Parlement		200 000

N° du crédit	Postes	Montant (\$)	Total (\$)
	BIBLIOTHÈQUE ET ARCHIVES DU CANADA		
1c	Bibliothèque et Archives du Canada – Dépenses du Programme, subventions inscrites au Budget des dépenses et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation d'affecter les recettes produites pour compenser les dépenses connexes engagées durant l'exercice et attribuables à l'accès à la collection et à sa reproduction – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses		1
	BUREAU CANADIEN D'ENQUÊTE SUR LES ACCIDENTS DE TRANSPORT ET DE LA SÉCURITÉ DES TRANSPORTS		
1c	Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports – Dépenses du Programme		301 000
	CENTRE DE LA SÉCURITÉ DES TÉLÉCOMMUNICATIONS		
1c	Centre de la sécurité des télécommunications – Dépenses du Programme et, en vertu du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , l'autorisation de dépenser au cours de l'exercice les recettes perçues, inhérentes aux activités de l'organisation, y compris la prestation de services de soutien internes à d'autres organisations pour compenser les dépenses engagées au cours de l'exercice – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses		1
	CENTRE DE RECHERCHES POUR LE DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL		
1c	Versements au Centre de recherches pour le développement international – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses		1
	CHAMBRE DES COMMUNES		
1c	Chambre des communes – Dépenses du Programme, y compris les versements pour le fonctionnement des bureaux de circonscription des députés, les contributions et l'autorisation de dépenser les recettes de l'exercice provenant des activités de la Chambre des communes		11 060 049
	CITOYENNETÉ ET IMMIGRATION		
1c	Citoyenneté et Immigration – Dépenses de fonctionnement et, conformément au paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser les recettes perçues au cours d'un exercice pour compenser les dépenses connexes encourues au cours de l'exercice pour la prestation de services liés à Expérience internationale Canada, et le versement à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses et pour prévoir un montant supplémentaire de	6 661 362	
5c	Citoyenneté et Immigration – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses et pour prévoir un montant supplémentaire de	21 378 333	
			28 039 695

N° du crédit	Postes	Montant (\$)	Total (\$)
	COMMISSION CANADIENNE DE SÛRETÉ NUCLÉAIRE		
1c	Commission canadienne de sûreté nucléaire – Dépenses du Programme, subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses		1
	CONSEIL CANADIEN DES NORMES		
1c	Paiements versés au Conseil canadien des normes aux termes de l'article 5 de la <i>Loi sur le Conseil canadien des normes</i>		100 000
	CONSEIL DE LA RADIODIFFUSION ET DES TÉLÉCOMMUNICATIONS CANADIENNES		
1c	Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes – Dépenses du Programme et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation d'affecter les recettes de l'exercice en vertu du <i>Règlement de 2010 sur les droits de télécommunication</i> , du <i>Règlement de 1997 sur les droits de licence de radiodiffusion</i> , du <i>Règlement sur les droits relatifs aux télécommunications non sollicitées</i> , et des autres activités d'exploitation, jusqu'à concurrence des montants approuvés par le Conseil du Trésor		664 616
	CONSEIL DE RECHERCHES EN SCIENCES HUMAINES		
5c	Conseil de recherches en sciences humaines – Subventions inscrites au Budget des dépenses – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses		1
	CONSEIL DE RECHERCHES EN SCIENCES NATURELLES ET EN GÉNIE		
5c	Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie – Subventions inscrites au Budget des dépenses – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses		1
	CONSEIL NATIONAL DE RECHERCHES DU CANADA		
10c	Conseil national de recherches du Canada – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses		1
	CONSEIL PRIVÉ		
1c	Conseil privé – Dépenses du Programme, y compris les dépenses de fonctionnement des commissions d'enquête non prévues ailleurs et le fonctionnement de la résidence du Premier ministre; et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an et, conformément au paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser les recettes perçues au cours d'un exercice pour la prestation de services de soutien internes à d'autres organisations pour compenser les dépenses connexes survenues au cours de l'exercice		2 232 365
	DÉFENSE NATIONALE		
1c	Défense nationale – Dépenses de fonctionnement et autorisation de contracter, sous réserve d'affectation par le Conseil du Trésor, des engagements totalisant		143 330 098

N° du crédit	Postes	Montant (\$)	Total (\$)
	<p style="text-align: center;">DÉFENSE NATIONALE (<i>suite et fin</i>)</p> <p>28 084 640 754 \$ à l'égard des crédits 1, 5 et 10 du Ministère, quelle que soit l'année au cours de laquelle sera effectué le paiement de ces engagements (et dont il est estimé qu'une tranche de 10 275 042 000 \$ deviendra payable dans les années à venir); autorisation, sous réserve des directives du Conseil du Trésor, de faire des dépenses ou des avances recouvrables à l'égard du matériel fourni ou de services rendus au nom de particuliers, de sociétés, d'organismes extérieurs, d'autres ministères et organismes de l'État et d'autres administrations; et, en vertu du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>, autorisation de dépenser les recettes perçues au cours de l'exercice pour compenser les dépenses relatives à ce crédit, y compris la prestation de services de soutien internes à d'autres organisations; et autorisation de verser des paiements au titre des programmes de pension, d'assurance et de sécurité sociale ou d'autres ententes pour les employés recrutés sur place à l'extérieur du Canada ou pour l'administration de tels programmes ou de telles ententes, y compris les primes, les contributions, les paiements d'avantages, les frais et les autres dépenses engagées à l'égard des employés recrutés sur place à l'extérieur du Canada et pour les autres personnes que le Conseil du Trésor décidera et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i>, rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an</p>		
	EMPLOI ET DÉVELOPPEMENT SOCIAL		
1c	<p>Emploi et Développement social – Dépenses de fonctionnement et :</p> <p><i>a</i>) autorisation d'effectuer des dépenses recouvrables au titre du Régime de pensions du Canada et du Compte des opérations de l'assurance-emploi;</p> <p><i>b</i>) en vertu du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>, le pouvoir de dépenser, afin de compenser les dépenses connexes engagées au cours de l'exercice, les recettes reçues au cours de l'exercice qui proviennent :</p> <p>(i) des services du Secteur des programmes d'accès public,</p> <p>(ii) des services visant à aider les provinces à administrer les programmes provinciaux financés aux termes des Ententes sur le développement du marché du travail,</p> <p>(iii) des services offerts au nom d'autres ministères du gouvernement fédéral et/ou d'établissements publics du gouvernement fédéral,</p> <p>(iv) du montant facturé à n'importe quelle société d'État en vertu de l'alinéa 14<i>b</i>) de la <i>Loi sur l'indemnisation des agents de l'État</i> en relation aux coûts de litige pour les recours par subrogation pour les sociétés d'État,</p> <p>(v) de la portion des coûts de litige découlant des règlements pour les demandes de réclamation auprès de tiers pour les ministères et les organismes faits en vertu de la <i>Loi sur l'indemnisation des agents de l'État</i>;</p> <p><i>c</i>) le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i>, rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an</p>	19 633 255	

N° du crédit	Postes	Montant (\$)	Total (\$)
	EMPLOI ET DÉVELOPPEMENT SOCIAL (suite et fin)		
7c	Conformément au paragraphe 25(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , radier des Comptes du Canada 63 540 dettes dues à Sa Majesté du chef du Canada s'élevant au total à 294 647 678 \$ relativement à des comptes de prêts canadiens aux étudiants	294 647 678	
	ENVIRONNEMENT		314 280 933
1c	Environnement – Dépenses de fonctionnement et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser les recettes provenant de la prestation de services ou de la vente de produits d'information découlant des opérations du Ministère financées par ce crédit, y compris les services de recherche, d'analyse et de services scientifiques, les relevés hydrologiques, les services de réglementation et de surveillance, y compris les activités de surveillance des sables bitumineux, les droits d'entrée et les permis, les services de biens immobiliers, et autorisation au ministre de l'Environnement d'engager des experts-conseils dont les commissions peuvent avoir besoin, au traitement que ces commissions peuvent déterminer; et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an	6 489 324	
5c	Environnement – Dépenses en capital et autorisation de faire des paiements aux provinces ou aux municipalités à titre de contributions aux travaux de construction entrepris par ces administrations; et autorisation de consentir des avances recouvrables ne dépassant pas la part des frais de projets conjoints assumée par des organismes provinciaux et des organismes de l'extérieur, y compris les dépenses faites à l'égard de propriétés n'appartenant pas au gouvernement fédéral	720 000	
10c	Environnement – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions, et contributions aux pays en développement conformément au Fonds multilatéral pour l'application du Protocole de Montréal sous forme de paiements comptants ou de fourniture de biens, équipement ou services – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses	1	
	FINANCES		7 209 325
1c	Finances – Dépenses de fonctionnement et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an et, conformément au paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser les recettes perçues au cours d'un exercice pour la prestation de services de soutien internes à d'autres organisations pour compenser les dépenses connexes survenues au cours de l'exercice	4 692 664	
9c	Pour modifier le paragraphe 14(1) de la <i>Loi sur le Bureau de transition vers un régime canadien de réglementation des valeurs mobilières</i> afin d'augmenter le montant jusqu'à concurrence duquel le ministre des Finances peut faire des paiements directs au Bureau de transition vers un régime canadien de	1	

N° du crédit	Postes	Montant (\$)	Total (\$)
	FINANCES <i>(suite et fin)</i>		
	réglementation des valeurs mobilières de 52 100 000 \$ à 96 100 000 \$		4 692 665
	INSTITUTS DE RECHERCHE EN SANTÉ DU CANADA		
5c	Instituts de recherche en santé du Canada – Subventions inscrites au Budget des dépenses		16 000 000
	MUSÉE NATIONAL DES SCIENCES ET DE LA TECHNOLOGIE		
1c	Paievements au Musée national des sciences et de la technologie à l'égard des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital		6 279 080
	PATRIMOINE CANADIEN		
1c	Patrimoine canadien – Dépenses de fonctionnement et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation d'affecter les recettes générées au cours de l'exercice par l'Institut canadien de conservation, le Réseau canadien d'information sur le patrimoine, le Bureau de certification des produits audiovisuels canadiens et le programme Expérience de la capitale, ainsi que par la prestation de services de soutien internes à d'autres organisations, et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an	1 500 000	
5c	Patrimoine canadien – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	497 798	1 997 798
	PÊCHES ET OCÉANS		
1c	Pêches et Océans – Dépenses de fonctionnement et : a) participation du Canada aux dépenses des commissions internationales des pêches, autorisation de fournir gratuitement des locaux aux commissions internationales des pêches, autorisation de consentir des avances recouvrables équivalentes aux montants de la quote-part de ces commissions dans les programmes à frais partagés; b) autorisation de consentir des avances recouvrables à l'égard des services de transport et d'arrimage et d'autres services de la marine marchande fournis pour le compte de particuliers, d'organismes indépendants et d'autres gouvernements au cours de l'exercice d'une juridiction ou par suite de l'exercice d'une juridiction en matière de navigation, y compris les aides à la navigation et la navigation maritime; c) aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser les recettes produites dans l'exercice au cours des activités ou par suite des activités de la Garde côtière canadienne et pour la prestation de services de soutien internes à d'autres organisations; d) le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an	22 814 262	
10c	Pêches et Océans – Subventions inscrites au Budget des dépenses et	150 000	

N° du crédit	Postes	Montant (\$)	Total (\$)
	PÊCHES ET OCÉANS <i>(suite et fin)</i>		
	contributions – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses et pour prévoir un montant supplémentaire de		22 964 262
	RESSOURCES NATURELLES		
5c	Ressources naturelles – Dépenses en capital – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses		1
	SANTÉ		
10c	Santé – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions, sous forme de paiements monétaires et de fourniture de biens ou de services – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses et pour prévoir un montant supplémentaire de		2 268 000
	SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR		
20c	Assurances de la fonction publique – Paiements à l’égard de programmes d’assurance, de pension, d’avantages sociaux ou autres, ou applicables à l’administration de ces programmes ou autres, notamment des primes, des contributions, des avantages sociaux, des frais et autres dépenses faites en faveur de la fonction publique ou d’une partie de celle-ci et pour toutes autres personnes, déterminées par le Conseil du Trésor, et autorisation de dépenser tous revenus ou toutes autres sommes perçues à l’égard de ces programmes ou autres pour compenser toutes dépenses découlant de ces programmes ou autres et pour pourvoir au remboursement à certains employés de leur part de la réduction des primes conformément au paragraphe 96(3) de la <i>Loi sur l’assurance-emploi</i>	246 132 199	
30c	Besoins en matière de rémunération – Sous réserve de l’approbation du Conseil du Trésor, pour suppléer à d’autres crédits pour des besoins relatifs aux prestations parentales et de maternité, aux versements liés à la cessation de service ou d’emploi, aux rajustements apportés aux modalités de service ou d’emploi dans l’administration publique fédérale, y compris pour les membres de la Gendarmerie royale du Canada et des Forces canadiennes, qui n’ont pas été pourvus par le crédit 15, Rajustements à la rémunération	400 000 000	
	SÉNAT		646 132 199
1c	Sénat – Dépenses du Programme, y compris une indemnité de logement en remplacement d’une résidence pour le président du Sénat, versements à l’égard des coûts de fonctionnement des bureaux des sénateurs, contributions et autorisation de dépenser au cours d’un exercice les recettes perçues, inhérentes aux activités du Sénat, au cours de ce même exercice		900 000
	SERVICES PARTAGÉS CANADA		
1c	Services partagés Canada – Dépenses de fonctionnement et, conformément au paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation d’affecter au cours de l’exercice les revenus et de compenser les dépenses engagées au cours du même exercice par la prestation de services de technologie de l’information – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses et pour prévoir un montant supplémentaire de	5 733 840	
5c	Services partagés Canada – Dépenses en capital – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses et pour prévoir un montant supplémentaire de	28 551 260	
			34 285 100

N° du crédit	Postes	Montant (\$)	Total (\$)
	SOCIÉTÉ DU CENTRE NATIONAL DES ARTS		
1c	Paiements à la Société du Centre national des Arts à l'égard des dépenses de fonctionnement – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses		1
	TRANSPORTS		
1c	Transports – Dépenses de fonctionnement et : a) autorisation d'engager des dépenses pour des biens autres que fédéraux pendant l'exercice d'une juridiction ou par suite de l'exercice d'une juridiction en matière d'aéronautique; b) autorisation de faire des paiements de commissions pour le recouvrement de revenus conformément à la <i>Loi sur l'aéronautique</i> ; c) aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser les recettes de l'exercice, y compris celles provenant de la prestation de services de soutien internes à d'autres organisations; d) le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an	5 327 913	
10c	Transports – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses	1	5 327 914
	TRAVAUX PUBLICS ET SERVICES GOUVERNEMENTAUX		
1c	Travaux publics et Services gouvernementaux – Dépenses de fonctionnement pour la prestation de services de gestion des locaux et de services communs et centraux, y compris les dépenses recouvrables au titre du Régime de pensions du Canada, de la <i>Loi sur l'assurance-emploi</i> et de la <i>Loi sur l'administration des biens saisis</i> ; autorisation de dépenser les recettes de l'exercice découlant des services de gestion des locaux et des services communs et centraux et, conformément au paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , des services de soutien internes à d'autres organisations; et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses et pour prévoir un montant supplémentaire de		49 789 150
			1 766 252 889

Postes devant être inclus dans l'annexe 2 proposée au projet de loi de crédits
(pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016)

N° du crédit	Postes	Montant (\$)	Total (\$)
	AGENCE DES SERVICES FRONTALIERS DU CANADA		
1c	Agence des services frontaliers du Canada – Dépenses de fonctionnement et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser durant l'exercice en cours les recettes perçues pendant l'exercice qui se rapportent aux activités à la frontière de l'Agence des services frontaliers du Canada : droits pour la prestation d'un service ou pour l'utilisation d'une installation ou pour un produit, droit ou privilège; et paiements reçus en vertu de contrats conclus par l'Agence	1 418 650	
5c	Agence des services frontaliers du Canada – Dépenses en capital	15 636 163	
			17 054 813
			17 054 813